



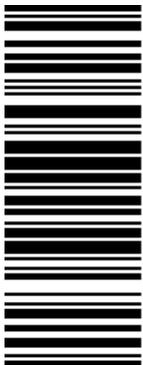
REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]



L'impérialisme russe hors d'Ukraine !

Aucun soutien à l'impérialisme français ni à l'OTAN !



2273-8762



- L'élection présidentielle p. 2
- Non à l'union sacrée ! p. 4
- La campagne de Le Pen p. 8
- La campagne de Jadot p. 10
- La campagne de Roussel p. 13
- Contre l'invasion russe de l'Ukraine p. 17
- 8 mars, femmes travailleuses p. 19
- Allemagne, un tournant p. 21
- Histoire du Parti communiste chinois (3) p. 25

Élection présidentielle aucune issue pour les travailleurs

Macron candidat de la bourgeoisie, candidat de la guerre sociale

Le 28 février, Castex flanqué de Le Drian et de Parly avait convié les candidats à l'élection présidentielle ayant à ce jour obtenu au moins 300 parrainages (Poutou, pour le NPA, n'était donc pas convoqué) à une concertation d'unité nationale sur la guerre en Ukraine. Tous ceux qui remplissaient ces conditions y sont allés, à l'exception de Mélenchon pour LFI et de Arthaud pour LO (qui affectent la neutralité face à l'invasion impérialiste russe). « *Nous avons tous appelé à un cessez-le-feu* », a déclaré Roussel. Pour Jadot, « *il faut de l'unité nationale, de l'unité européenne si on veut avoir la plus grande fermeté pour combattre Vladimir Poutine* ». « *Je soutiens très fortement les initiatives européennes de sanctions pour peser sur les décisions de Vladimir Poutine* », a indiqué Hidalgo... ce qui a permis à Attal, porte-parole du gouvernement, de souligner ensuite une « *réunion de bonne tenue dans un esprit de grande responsabilité* ».

Ainsi, quand Macron en appelle à l'union nationale, tous ou presque serrent les rangs autour du chef des armées, lequel consent à distraire quelques minutes de son auguste emploi du temps pour annoncer sa candidature à un deuxième mandat. Toutes les premières mesures de son futur programme confirment qu'il mènera une politique anti-ouvrière brutale au service du capitalisme français.

Il souhaite relancer sa contreréforme des retraites en fixant l'âge de départ à 65 ans, supprimer les régimes spéciaux, mettre sous condition l'obtention du RSA, procéder à de nouvelles attaques contre l'enseignement supérieur avec des facs payantes et une concurrence accrue, continuer les attaques contre l'assurance maladie et le secteur public de la santé, relancer la casse des statuts des fonctionnaires, individualiser le salaire des enseignants dans le cadre de l'autonomie des établissements, etc.

Il prépare une augmentation substantielle du budget des armées à 50 milliards d'euros pour renforcer l'impérialisme français, tout en militarisant la société par différentes mesures pour empêcher toute révolution sociale. En matière d'immigration, le projet de Macron n'a rien à envier à celui du RN. Il s'appuie sur deux axes : d'un côté, plus de police et de contrôles aux frontières, de l'autre, des expulsions plus nombreuses et plus rapides.

Macron repart gagnant

Macron joue sur du velours. Il est le candidat préféré de la bourgeoisie. Les autres candidats des partis bourgeois ne font pas le poids. Jadot qui veut faire croire à la vertu d'un capitalisme vert plafonne. Péresse pour LR en est réduite à se plaindre jour après jour que Macron lui vole son programme. Le Pen pour le RN se voit sévèrement concurrencée par le fasciste Zemmour qui lui reproche d'avoir mis trop d'eau dans son vin, l'un l'autre totalisant ensemble autour de 30 % des intentions de votes mais risquant de s'éliminer réciproquement pour le deuxième tour.

Quant aux candidats de partis issus de la classe ouvrière, le spectacle est désolant. Par expérience, une partie des travailleurs ne croit plus guère aux promesses creuses qui lui sont faites à chaque élection présidentielle par les candidats. Comme si l'élection d'un homme ou d'une femme providentielle pouvait inverser la tendance alors qu'elle sent confusément que seul un combat acharné, mettant en cause l'ordre social et l'État bourgeois lui-même peut faire reculer les exigences des capitalistes, peut arracher temporairement quelques revendications sérieuses.

Mais comment faire, quand toutes les directions syndicales participent aux concertations et négocient toutes les attaques, comme elles l'ont fait pour la contreréforme des retraites, pour la contreréforme de l'assurance chômage, pour la soi-disant modernisation de la fonction publique, pour la mascarade du Ségur de la santé, etc. ? Comment faire quand chaque fois qu'elle cherche à se mobiliser, comme pour la défense des retraites en 2019, la classe ouvrière se heurte à la dislocation des journées d'action à répétition, aux mots d'ordre de grève reconductible site par site, bref, à tout un dispositif savamment organisé par les bureaucraties syndicales—un dispositif qui est soutenu par le PS, le PCF, LFI, LO, le NPA, le CCR-RP, le POID, l'UCL... pour empêcher que la grève générale ne dresse tout le prolétariat, une partie de la jeunesse, dans un seul et même mouvement contre le gouvernement ?

Dans ces conditions, c'est l'abstention qui dominera dans de larges secteurs de la classe ouvrière, désorien-



Cahier révolution communiste n° 1 et n° 17
3 euros chacun auprès des militants,
4 euros par la poste (voir p. 20)

tée par l'absence d'une perspective politique ouvrière révolutionnaire. Hidalgo, Roussel, Mélenchon, Arthaud et Poutou ne représentent guère plus de 20 % des intentions de votes dans les différents sondages.

Lors du rassemblement de l'Union populaire du 20 mars, le chef suprême de LFI a affirmé devant les drapeaux tricolores : « *Pas besoin de faire grève ou de manifester pour avoir la retraite à 60 ans, il suffit de voter* ». C'est ridicule. Outre qu'il a peu de chances de devenir président, toute conquête sociale sérieuse a été arrachée par la lutte de classe.

Comment pourrait-on utiliser ces élections pour ouvrir une perspective révolutionnaire ?

Si le Groupe marxiste internationaliste en avait les moyens, il aurait présenté une candidate ou un candidat, mais pour faire de ces élections bourgeoises une tribune pour ouvrir au prolétariat, à la jeunesse travailleuse et étudiante, aux travailleurs paysans, aux cadres inférieurs, une perspective collectiviste, radicale et internationaliste. Il y défendrait l'autodéfense des travailleurs pour protéger leurs mouvements et leurs organisations contre la police bourgeoise et les bandes fascistes, il y défendrait le combat pour imposer la grève générale pour faire plier les patrons et le gouvernement. Il expliquerait la nécessité de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, la mise en place d'un gouvernement ouvrier constitué des délégués élus et révocables des assemblées de travailleurs (des villes, des campagnes ; ayant un emploi, chômeurs, en formation ; étrangers ou pas...), pour exproprier le grand capital et commencer à organiser la société, la production et la répartition sur la base de la satisfaction des besoins et non plus la recherche du profit.

Il ouvrirait la perspective des États-Unis socialistes d'Europe, seule à même de mettre fin au spectre de la guerre. Il appellerait du haut de cette tribune à la construction d'un véritable parti communiste dans le cadre de l'internationale ouvrière révolutionnaire ! Au rassemblement de tous les militants, fractions, groupes, noyaux lutte de classe pour constituer au plus vite une organisation communiste, premier pas vers un parti ouvrier révolutionnaire de masse, avec pour programme immédiat :

- L'augmentation des salaires et l'échelle mobile des salaires contre l'inflation,
- L'interdiction des licenciements collectifs et la réduction du temps de travail jusqu'à disparition du chômage,
- La suppression des impôts sur la consommation populaire, des cotisations sociales des salariés, de la CSG sur les salaires et les pensions,
- Le financement de la sécurité sociale à la charge exclusive des patrons,
- La gratuité des soins, l'expropriation des groupes pharmaceutiques et de matériel médical, des cliniques privées et des EHPAD capitalistes,
- Le recrutement pérenne de travailleurs dans l'enseignement public et la santé publique,
- Des logements de qualité bon marché pour tous,
- L'expropriation des groupes capitalistes sous contrôle des travailleurs,
- Le respect, l'extension et la gratuité du droit à la contraception et à l'avortement,
- Le développement de sources d'énergies (nucléaire, renouvelables, hydrogène...) sous le contrôle des travailleurs,
- Le droit d'entrée des réfugiés, des travailleurs étrangers, des étudiants étrangers, les mêmes droits pour tous les travailleurs,
- La suppression de l'enseignement privé, la fin de toute subvention aux clergés,
- La sortie de l'OTAN, l'arrêt des interventions militaires et la fermeture des bases militaires françaises à l'étranger, la dissolution de l'armée de métier et des corps de répression,
- La suppression de la présidence et du sénat, la révocabilité des élus, leur rémunération au niveau d'une travailleuse qualifiée...

Mais cette orientation n'est celle d'aucun candidat se réclamant du mouvement ouvrier, pas même celle de LO ou du NPA.

Notre position

Dans ces conditions, pour cette élection, terrain très défavorable à la classe ouvrière et sans perspective politique, les communistes internationalistes se prononcent pour qu'aucune voix ouvrière ne se porte sur les candidats de la bourgeoisie Macron, Jadot, Péresse, Zemmour, Dupont-Aignan, Le Pen, Lassalle. Les communistes internationalistes condamnent toute opération de ralliement à Macron au second tour dans le cas d'un duel Macron-Le Pen ou Macron-Zemmour, comme cela avait déjà eu lieu en 2002 avec Chirac et en 2017 avec Macron à l'appel des partis « de gauche » et des directions syndicales. Pas une voix ouvrière pour le candidat de la bourgeoisie au prétexte de combattre le fascisme !

De la même manière, aucune voix ouvrière pour les candidats des partis bourgeois aux élections législatives qui suivront !

21 mars 2022

Non à l'union sacrée !

Macron annonce que « le pire est à venir »

Mercredi 2 mars, Macron intervient sur les chaînes d'informations continues à propos de l'invasion en cours de l'Ukraine par l'armée russe. Le chef de l'impérialisme français salue le « *courage du peuple ukrainien* » tout en indiquant que « *les jours qui viennent seront vraisemblablement de plus en plus durs* ». Dès le lendemain, il s'entretient, en le tutoyant, avec Poutine qui maintient tous ses plans. L'Élysée se désole, dans un communiqué fataliste et morbide, que « *le pire est à venir* ».

Président pour 6 mois de l'UE, Macron assure « *exiger la cessez-le-feu et le respect des opérations humanitaires sur le sol ukrainien* », tout en poursuivant « *un dialogue exigeant et constant avec le président Poutine* ». Le lendemain, l'armée russe bombarde la centrale nucléaire de Zaporijia. En Ukraine, on connaît le résultat de ce genre de « dialogue », après les expériences antérieures de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Syrie, de la Birmanie...

Les larmes de crocodiles de Macron servent à cacher qu'il est l'un des responsables des tensions entre l'OTAN et la Russie. Son but n'est pas tant de « *protéger les Français* » que les groupes capitalistes français. En effet, TotalEnergies, Engie, Renault, Société générale, Danone, L'Oréal, Auchan, Stellantis (Peugeot-Citroën), Accor, Safran, Air liquide, Sanofi, Saint-Gobain, EDF, Alstom, Lactalis, Bonduelle, Pernod-Ricard... risquent de perdre leurs positions en Ukraine à cause de l'invasion russe, en Biélorussie et en Russie à cause des « sanctions » infligées par les États impérialistes occidentaux. Comme lors de la crise économique et sanitaire de 2020, le président sera au service du capitalisme français, quoi qu'il en coûte plus tard aux travailleurs.

Nous épaulerons les secteurs économiques les plus exposés en recherchant de nouveaux fournisseurs, de nouveaux débouchés commerciaux. (Emmanuel Macron, 2 mars)



25 février, tous les députés se lèvent pour le discours de Macron

Des migrants bienvenus ?

La masse des réfugiés fuit dans les pays voisins. Ceux que la guerre pousse à l'exil vers les pays avancés sont souvent les plus aisés, des travailleurs qualifiés dont le capitalisme français compte bien tirer parti.

Ce seront des intellectuels, et pas seulement, mais on aura une immigration de grande qualité dont on pourra tirer profit. (Jean-Louis Bourlanges, député Modem, *Europe 1*, 25 février)

Macron prétend que « *la France* » prendra « *soin de celles et ceux qui rejoignent notre sol* » mais pourquoi repousser ceux de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan ? Les réfugiés antérieurs (dont ceux de Tchétchénie victimes de l'État russe et de Poutine) peuvent témoigner qu'en général ils subissent la misère et la discrimination policière. Il déclare vouloir s'appuyer sur les « *associations et les ONG* » mais celles-ci dénoncent régulièrement le manque de moyens, les centres de rétention et les violences policières.

Les sanctions

Pour l'État américain, l'Ukraine ne vaut pas une guerre. Pour autant, elle lui sert de prétexte à tenter d'étrangler l'économie de la Russie qui le défie en Asie centrale, en Europe centrale, voire en Syrie et en Lybie. L'État français est dès lors coincé par son allié, même s'il aimerait se venger de la progression de l'impérialisme russe à ses dépens au Mali et en Centrafrique.

Les sanctions sont mesurées.

Les avoirs de plusieurs centaines de personnalités russes proches du pouvoir ont ainsi été gelés en France et à l'étranger. Plusieurs grandes banques russes ont été exclues des systèmes de paiements internationaux, rendant impossibles nombre de transactions et entraînant la chute du rouble. (Emmanuel Macron, 2 mars)

La saisie de quelques yachts d'oligarques est symbolique. La rupture des relations de sport, de culture, d'enseignement, de recherche... sont non seulement inefficaces contre l'invasion, mais rendent tous les Russes responsables des crimes de leur gouvernement.

Les équipes sportives de Russie ont été exclues des grandes compétitions internationales et nombre de grands événements sportifs et culturels ont été annulés. (Emmanuel Macron, 2 mars)

Avec la hausse des taux d'intérêt de la banque centrale russe, la chute de 20 % de la valeur du rouble, le défaut de paiement de la dette qui pointe et une première faillite bancaire (Sberbank), le prolétariat russe va souffrir.

Guère Poutine et les grands capitalistes qu'il représente. Les sanctions de l'UE ne vont pas, pour le moment, jusqu'à couper l'arrivée du gaz et du pétrole dont dépend la grande majorité des pays européens.

La guerre contre l'Ukraine et les sanctions poussent à la hausse les prix du pétrole et surtout du gaz naturel ; ainsi que du blé et du maïs dont l'Ukraine et la Russie étaient de grands exportateurs. L'inflation mondiale redouble avec des conséquences catastrophiques pour les pays importateurs d'Afrique du Nord et d'Asie de l'Ouest. Même les pays avancés sont touchés.

Demain le prix du plein d'essence, le montant de la facture de chauffage, le cout de certains produits risquent de s'alourdir encore.

La recrudescence du militarisme

Le chancelier Olaf Scholz (à la tête d'une coalition SPD-Grünen-FDP) promet une enveloppe supplémentaire de 100 milliards d'euros pour atteindre un budget de la défense de « plus de 2 % du PIB ». Macron n'est pas en reste et indique que « notre pays amplifiera donc l'investissement dans sa défense décidé dès 2017 ». Il prétend :

Ni la France, ni l'Europe, ni l'Ukraine, ni l'Alliance atlantique n'ont voulu cette guerre. Nous avons au contraire tout fait pour l'éviter.

Que l'impérialisme français n'ait pas voulu cette guerre-là, c'est entendu ; qu'il ait tout fait pour l'éviter, avec « l'Alliance atlantique » (OTAN), rien n'est plus faux !

Après 1991, l'OTAN s'est étendue aux frontières de la Russie, malgré les engagements des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France. À la fin de l'année dernière, Biden a refusé à Poutine la neutralisation de l'Europe centrale.

Nous avons participé à l'effort dans le cadre de l'OTAN pour protéger la sécurité et la souveraineté de nos alliés européens en renforçant la présence militaire que nous avons déjà dans les États baltes et dans la région. Ainsi, plusieurs centaines de soldats français sont arrivés hier sur le sol de la Roumanie.

Ils intègrent la « force opérationnelle » (VJTF) de l'OTAN qui a bombardé, avec participation militaire française, la Serbie en 1999 puis envahi l'Afghanistan en 2001. La continuité est affirmée par le président quand il s'adresse à l'armée.

Armées de la République, vous portez un héritage forgé au fil du temps, dans la réflexion et dans l'action. Nos concitoyens savent, d'une tranquille certitude, que votre professionnalisme est fortifié par ces principes qui permettent de voir haut et loin. (Emmanuel Macron, 28 février)

Sous mandat de l'ONU, l'armée française est intervenue de 2013 à 2022 au Mali. Elle avait précédemment participé à l'invasion de l'Irak en 1991 menée au nom de l'ONU. Elle avait aussi mené des guerres coloniales sanglantes dont l'Indochine de 1945 à 1954, l'Algérie de 1954 à 1961. Elle avait épaulé la guerre de Corée en 1950 menée au nom là aussi de l'ONU. L'État bourgeois français avait collaboré de 1940 à 1944 à l'extermination des Juifs et des Tziganes par le nazisme... Il n'a aucun droit moral à dénoncer son rival.

Macron annonce qu'il convoquera les confédérations syndicales « sur le pouvoir d'achat » pour les associer une fois de plus à sa politique, comme si patronat et prolétariat étaient sur le même bateau, guidé par un capitaine au-dessus de la mêlée.

Mais qui subit de plein fouet la hausse du prix du carburant, de l'alimentation ? Qui est mis au chômage ou ne trouve pas d'emploi ? Qui supportera le remboursement de la dette publique ?

L'union nationale autour de Macron

Or, les directions syndicales sont alignées sur leur bourgeoisie, sur leur État.

La CFDT réitère sa demande à la France et à l'Europe d'agir pour que les mesures les plus sévères soient prises à l'encontre du régime russe. (CFDT, 25 février)

Nous revendiquons un cessez-le-feu en Ukraine et la mise en œuvre des accords existants, l'arrêt des menaces et des livraisons d'armes à toutes les parties, que les Nations Unies [ONU] soient le cadre privilégié. (CGT, 25 février)

L'ONU a, depuis sa création, montré qu'elle était une mafia contrerévolutionnaire. Les travailleurs ne sont pas seulement les victimes, ils peuvent devenir la solution s'ils renversent leur bourgeoisie, détruisent leur État, prennent le pouvoir.

Affiche de mai 1968





La Provence, 17 mars

Les chefs de LO omettent que l'État bourgeois russe nie, avec brutalité, le droit à la séparation du peuple ukrainien.

Le lendemain de l'agression impérialiste russe, les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale lisent un message du président au parlement :

Nous avons tout mis en oeuvre pour éviter l'escalade... Nous prendrons des engagements supplémentaires dans le cadre de l'OTAN afin de protéger le sol de nos alliés baltes et roumains... (Emmanuel Macron, 25 février)

Tous les sénateurs, tous les députés se lèvent pour l'écouter, y compris ceux du PCF, de LFI et du PS. Assurément, les partis « réformistes » n'ont aucune politique indépendante de leur bourgeoisie, qu'ils aient été partisans antérieurement, comme la majorité de la bourgeoisie française, de l'alliance avec l'impérialisme américain (PS) ou, comme une minorité de la bourgeoisie française, de la sortie de l'OTAN et d'une alliance avec l'impérialisme chinois et russe (PCF, LFI).

Qu'on le veuille ou non, l'Ukraine appartient à la sphère d'influence russe. (Marine Le Pen, *Rzeczpospolita*, décembre 2021)

Divisés sur les alliances à nouer pour leur impérialisme, le PS, le PCF et LFI étaient d'accord sur l'essentiel : la défense de « la France », le renforcement de son armée, la fermeture de ses frontières aux étrangers... Ils les ont appliqués au gouvernement plus d'une fois (1936, 1944, 1981, 1997...).

La candidate du PS Hidalgo se retrouve le 1^{er} mars avec l'ancien président Hollande, l'ancien maoïste Henri-Lévy qui réclame des interventions militaires françaises un peu partout depuis 40 ans, la journaliste Fourest, le candidat d'EELV Jadot, la candidate de LR Péresse, le président du groupe parlementaire LREM Castaner...

Les crétiens pacifistes

À la veille de l'invasion, le candidat du PCF regrettait que l'impérialisme français n'ait pas les moyens de peser.

On a sous-traité à Joe Biden le soin de discuter avec Vladimir Poutine sur une menace de guerre qui se passe chez nous, à deux heures de vol de Paris. Vous imaginez une seule seconde le général De Gaulle vivre une telle situation et attendre les bras croisés, que les Russes et les Américains aient fini de parler ? (Fabien Roussel, *Franceinfo*, 26 janvier)

Maintenant, Roussel s'aligne sur son gouvernement et exige « une pression forte sur le dirigeant Poutine, nous pourrions pousser un peu plus la porte pour obtenir ce cessez le feu » (28 février).

Mélenchon avait justifié l'annexion de la Crimée et l'intervention alors dissimulée dans le Donbass en 2014, puis l'aide militaire de la Russie au régime sanglant et tortionnaire d'Assad en 2015. Aujourd'hui encore, il tente d'interdire au peuple ukrainien de se défendre, au nom des intérêts bien compris du capitalisme français (qu'il appelle « nous »).

Les moyens que nous employons ne doivent jamais se retourner contre nous. Pourtant, je regrette que l'Union européenne ait décidé de fournir des armements... (Jean-Luc Mélenchon, *Intervention à l'Assemblée nationale*, 1^{er} mars)

LO, alignée comme toujours sur la bureaucratie de la CGT, converge dans les faits avec le social-impérialiste Mélenchon. LO affecte la neutralité : comme l'Ukraine est capitaliste (vrai), la Russie aussi (vrai), les deux se valent (faux).

Au nom de la patrie, ukrainienne ou russe, des travailleurs sont transformés en chair à canon pour que des oligarques, russes ou ukrainiens, sauvent leurs yachts et leurs milliards. (Nathalie Arthaud, 7 mars)

La Russie est capitaliste depuis 1992 et ses capitalistes sont aussi riches et exploitent que les autres. La Russie détient des entreprises de taille internationale, elle opprime en son sein des minorités nationales, elle colonise sa périphérie, il intervient militairement au Proche-Orient et en Afrique. Tout cela en fait clairement un État impérialiste.

Il est vrai que VO (l'ancêtre de LO) avait mis plusieurs années avant de se prononcer pour l'indépendance de l'Algérie. Aujourd'hui, selon LO, l'Ukraine ne doit surtout pas recevoir d'armes.

Cette solidarité ne se fait pas par l'envoi d'armes, mais dans la lutte contre un système qui n'engendre que crises et guerres. (LO, 3 mars)

Autrement dit, il faut laisser la bourgeoisie impérialiste russe écraser l'Ukraine, ramener sa population à une nation opprimée. Rappelons aux chefs « trotskystes » de LO, pour qui les policiers et les gendarmes sont des travailleurs comme les autres, que Trotsky s'était prononcé pour l'indépendance de l'Ukraine alors que l'URSS était encore un État ouvrier.

Il faut un mot d'ordre clair et précis, qui corresponde à la situation nouvelle. À mon avis, il n'existe à l'heure actuelle qu'un seul mot d'ordre de ce type : pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne unie, libre et indépendante ! Il n'y a que les indémodables crétins pacifistes pour croire que l'émancipation et l'unification de l'Ukraine puissent être réalisées par des moyens diplomatiques pacifiques, des référendums, des décisions de la Société des nations [l'ancêtre de l'ONU], etc. Pas le moindre compromis avec l'impérialisme, qu'il soit fasciste ou démocratique ! Pas la moindre concession aux nationalistes ukrainiens, qu'ils soient réactionnaires-cléricaux ou pacifistes-libéraux ! Pas de front populaire ! Indépendance totale du parti prolétarien en tant qu'avant-garde des travailleurs ! (Lev Trotsky, La Question ukrainienne, avril 1939)

Les chefs de LO oublient aussi que Lénine avait applaudi l'insurrection armée irlandaise d'avril 1916 contre l'impérialisme anglais... et refusé de condamner la demande d'armes des nationalistes à l'impérialisme allemand.

Les opinions des adversaires de l'autodétermination aboutissent à cette conclusion que la viabilité des petites nations opprimées par l'impérialisme est d'ores et déjà épuisée, qu'elles ne peuvent jouer aucun rôle contre l'impérialisme, qu'on n'aboutirait à rien en soutenant leurs aspirations purement nationales, etc. L'expérience de la guerre impérialiste de 1914-1916 dément concrètement ce genre de conclusions. (Vladimir Lénine, Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, juillet 1916)

Les communistes ne sont pas des pacifistes, ils constatent qu'en Ukraine, il y a agression d'une puissance impérialiste contre un petit pays voisin dont Poutine récuse l'existence même. Il accuse d'ailleurs Lénine et le Parti bolchevik d'avoir inventé artificiellement l'Ukraine.

L'Ukraine contemporaine a été entièrement et complètement créée par la Russie, plus exactement par la Russie communiste, bolchevik. (Vladimir Poutine, « Discours télévisé », 21 février)

L'ennemi principal est dans notre pays

Les travailleurs français doivent se placer aux côtés de la nation opprimée, pour la défaite militaire de l'impérialisme agresseur, tout en préparant le renversement au plus tôt de leur propre bourgeoisie. Celle-ci a beaucoup

contribué au conflit et veut leur en faire payer les conséquences.

La meilleure aide aux travailleurs d'Ukraine (et de Russie) est d'affaiblir le système impérialiste mondial dont l'État français est un maillon. Pour cela, il faut construire un parti dans la tradition du Parti bolchevik et exiger, sans tarder, des organisations de masse de la classe ouvrière qu'elles rompent avec Macron. Front unique ouvrier pour :

- le retrait des troupes russes, le droit du peuple d'Ukraine et du peuple du Donbass de décider de leur sort,
- la sortie de l'OTAN, le rapatriement des troupes françaises de Roumanie, de Pologne, d'Estonie et de Lituanie, le remplacement de l'armée de métier (et de la police) par le peuple en armes
- l'aide par tous les moyens aux travailleurs ukrainiens, la levée des sanctions qui frappent les peuples de Russie,
- la suppression des impôts sur la consommation populaire, l'échelle mobile des salaires, l'interdiction des licenciements économiques, la création de postes dans la santé et l'école publiques,
- l'expropriation des groupes capitalistes, le gouvernement des travailleurs, les États-Unis socialistes d'Europe.

5 mars 2022

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, esperanto, français, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupemarxiste.info

Site de PD/Turquie : patronsuzdunya.com

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski.

Le Pen M... la France



Moscou, 24 mars 2017
Le Pen reçue par Poutine

Le Pen troisième tentative

Parce que les communicants ne peuvent penser à tout, sumillionsr les affiches, sur les dépliants vantant ses 22 (*v'là les flics*) mesures pour 2022, les M de marine et de merde se confondent. La cheffe du parti fondé en 1972 (Front national) par les fascistes d'Ordre nouveau a connu une campagne mouvementée. Elle espérait effacer le souvenir calamiteux du second tour de l'élection de 2017, remonter les scores du RN qui, pour la première fois, avait reculé en voix aux municipales de 2020 et aux régionales de 2021. Ne plus être le diable, c'était fait ; devenir la bonne fée, avec photos de chats et pulls angora, elle pensait que ça rafferait la mise.

L'apparition du très réactionnaire Zemmour [voir *Révolution communiste* n° 48] l'a prise à contrepied et a fait de gros trous dans les doux lainages : perte de l'unique sénateur, de 4 eurodéputés dont son porte-parole pour la présidentielle, de plusieurs conseillers régionaux et dernièrement, de sa nièce Maréchal-nous-voilà passe chez Zemmour, au titre du regroupement familial pour l'après défaite de tata et de tonton. Enfin, son financeur préféré, Vladimir Poutine, auquel elle a souvent manifesté son admiration et qui l'a reçue pendant la campagne présidentielle précédente, déclenche une guerre contre l'Ukraine.

Mais Le Pen est une politicienne aguerrie. Elle troque vite le chandail pour le vieux cuir tanné et déclare son accord avec l'accueil des réfugiés ukrainiens, qui pour elle ont le mérite d'être plutôt blonds, plutôt peu nombreux, plutôt peu enclins à rester en France. Elle épouse le sentiment largement partagé, quand Zemmour « assume » être « le seul candidat à ne pas vouloir accueillir de réfugiés » (*RTL*, 28 février 2022). Les défections ? Elles prouvent que tous veulent l'abattre parce qu'elle est la seule possible adversaire de second tour contre Macron. Les retournements de veste sur l'euro, le retour au franc, Schengen, la binationalité ? Autant de preuves

qu'elle est prête à gouverner. Elle abandonne sa fausse prétention à garantir la retraite à 60 ans ? Les autres annoncent 65, vous voyez bien que madame est plus gentille... Elle respire à fond les vapeurs d'essence pour affirmer qu'elle baissera la TVA de 20 % à 5,5 % sur les carburants, le fioul, le gaz et l'électricité.

Zemmour décroche, Péresse ne décolle pas. Le Pen redevient le « vote utile à droite pour battre Macron ». Elle atteint les 20 % d'intentions de vote au premier tour dans les derniers sondages.

La réaction sur toute la ligne

Feuilleter (avec des gants en plastique et une pince sur le nez, bien-sûr) le fascicule qui vomit les 22 chapitres du « programme » de Le Pen n'apporte aucune surprise. C'est l'habituel déversement de haine anti-immigrés, de nationalisme chauvin, de rhétorique sécuritaire.

1 Arrêter l'immigration incontrôlée en donnant la parole aux Français par référendum : Mettre fin à l'immigration de peuplement et au regroupement familial. Traiter les demandes de droit d'asile uniquement à l'étranger. Réserver les aides sociales aux Français, et conditionner à 5 années de travail en France l'accès aux prestations de solidarité. Assurer la priorité nationale d'accès au logement social et à l'emploi. Supprimer l'autorisation de séjour pour tout étranger n'ayant pas travaillé depuis un an en France. Expulser systématiquement les clandestins, délinquants et criminels étrangers. Supprimer le droit du sol et limiter l'accès à la nationalité à la seule naturalisation sur des critères de mérite et d'assimilation.

2 Éradiquer les idéologies islamistes et l'ensemble de leurs réseaux du territoire national.

3 Faire de la sécurité partout et pour tous une priorité du quinquennat : Rétablir les peines planchers pour que tout criminel et délinquant aient une sanction. Supprimer toute possibilité de réduction et d'aménagements de peine, en particulier pour les violences contre les personnes. Instituer une présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre. Accélérer les procédures judiciaires en engageant le doublement du nombre de magistrats. Inscrire au fichier des délinquants sexuels les harceleurs de rue. Atteindre 85 000 places de prison en 2027. Établir une perpétuité réelle.

Par respect pour nos lecteurs, nous nous en tiendrons aux trois premières rubriques, mais il serait dommage d'omettre la politique nataliste pro bébés français (point 8), l'uniforme à l'école primaire et au collège

Jadot au service du capitalisme vert



Paris, 19 mai 2021, Jadot à la manifestation de policiers / photo Olivier Lejeune

En septembre dernier, à la suite de la « primaire de l'écologie », Yannick Jadot est investi par EELV, pour concourir à la présidentielle de 2022. Ce parti, issu des mouvements écologistes apparaissant dans les années 1970, s'est d'emblée organisé sur une base sociale petite-bourgeoise (cadres, professions libérales, enseignants) influencée par une idéologie passéiste.

Une genèse chrétienne et maoïste

En effet, la place du christianisme et de l'Église catholique y est prépondérante, nombre de cadres du mouvement sont passés par des structures cléricales, notamment la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), la Jeunesse étudiante chrétienne et les Éclaireurs unionistes de France.

*L'égrenage des noms et CV de croyants, cadres d'EELV, dure de longues minutes. Ils sont à des postes-clés dans nombre de collectivités locales, et certaines commissions nationales du mouvement en regorgent. (« Comment le christianisme influence l'écologie politique », *Le Monde*, 20 décembre 2020)*

Les influences intellectuelles du mouvement témoignent de cette proximité, nombre de penseurs dont l'héritage est revendiqué par EELV ou ses dirigeants sont non seulement réactionnaires mais des croyants convaincus, Ivan Illich, Lanza del Vasto, Jacques Ellul, Bernard Charbonneau, Bruno Latour, Pierre Rabhi, Vandana Shiva...

Cette inclination religieuse transparait dans l'hostilité du mouvement envers le progrès, la science et la technique (les pesticides, les OGM, les vaccins, l'énergie nucléaire...) auxquels sont privilégiés le spirituel et le « naturel ». Un naturel essentialisé qui serait meilleur que le synthétique ou l'artificiel même quand il est matériellement identique.

Un autre courant a joué un rôle non négligeable, quoique moins connu, dans l'encadrement du principal parti écologiste, le maoïsme. Beaucoup de responsables, à l'image de l'économiste Alain Lipietz, ont eu un passé stalino-maoïste avant de rejoindre les Verts, le PSU ayant souvent servi d'étape intermédiaire. Les traits de populisme (servir le peuple), de culpabilisation individuelle (l'autocritique) et de volontarisme idéaliste (peu importe le niveau des forces productives, les idées décident de tout) hérités du Grand timonier ont facilité la reconversion de certains disciples quand la révolution est passée de mode. Cette double filiation n'est d'ailleurs pas spécifique à la France, elle est par exemple très marquée dans le Grünen allemand.

La filiation chrétienne ou maoïste fait que les partis « écologistes » se distinguent favorablement des partis xénophobes apparus à la même époque, en particulier sur les migrants.

Un concurrent électoral de la social-démocratie

Le caractère bourgeois du mouvement transpire dans le positionnement politique prôné par ses dirigeants jusqu'au début des années 1990. La ligne « ni droite ni gauche » d'Antoine Waechter et d'Andrée Buchman y était majoritaire avec le slogan « l'écologie n'est pas à marier ». Il en va de même avec l'intégration généralisée des partis « écologistes » à l'État bourgeois comme leur ralliement au militarisme.

Mais le peu de considération, à l'époque, du grand capital à l'égard du mouvement « écologiste » le pousse alors dans toute l'Europe à convoiter l'électorat traditionnel de la social-démocratie (et aux États-Unis du Parti démocrate). Cela en fera aux yeux des grands médias un courant de « gauche », un maquillage verbal repris par la plupart des organisations d'origine ouvrière à la recherche d'alliés pour leurs fronts populaires.

Malgré ce virage, la base électorale du parti évolue peu. Les résultats lui sont de plus en plus favorables dans les grandes villes où les revenus sont supérieurs. Pour preuve la conquête de Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Besançon, etc. en plus de Grenoble en 2020. De même, les scrutins lors desquels la classe ouvrière s'abstient majoritairement lui réussissent.

*La forte audience d'EELV dans les grandes villes s'explique en bonne partie par un facteur sociologique. Ainsi, par exemple, en Ile-de-France, la structuration du vote EELV renvoie à la distribution des différentes classes sociales sur le territoire francilien avec une forte corrélation entre présence de CSP+ et vote EELV. (Fondation Jean Jaurès, *Les Ressorts du vote EELV aux élections européennes*, 20 septembre 2019)*

rités », là où François Fillon avait préféré un plus simple ministère de l'immigration.

Ces messieurs croient avoir changé les choses quand ils en ont changé les noms. (Friedrich Engels, *De l'autorité*, octobre 1872)

Bien sûr Jadot, en bon gestionnaire, sait qu'il pourra trouver les fonds manquants sur le dos des travailleurs. Ceux-ci devront donc subir une « *augmentation significative de l'écocontribution sur les vêtements et les appareils électroniques* », « *s'acquitteront au final de la forte taxe sur les engrais chimiques* » et seront les principales victimes de la hausse de la TVA sur les transports polluants, portée à 20 %.

Jadot sachant ce que nous devons manger, comme Mélenchon (du quinoa) et comme Roussel (du steak-frites), il prévoit une exception à la hausse des impôts sur la consommation. Ceux à qui il restera quelques pièces à la fin du mois pourront jouir de l'absence de TVA sur l'alimentation biologique car, après-tout, « *c'est bon pour le pouvoir d'achat et pour la planète* ».

Jadot sait aussi comment il faut enseigner : avec la méthode élitiste (Montessori) ou celle carrément obscurantiste (Steiner-Waldorf), très en vogue dans la mouvance écologiste. Sous couvert de pédagogie, il compte soumettre les travailleurs de l'enseignement aux groupes de pression, comme aux États-Unis.

Nous ouvrirons l'école à des partenariats avec les associations, les réseaux d'éducation populaire et le tissu industriel et agricole de proximité. (*Changer la France pour vivre mieux*)

Pour l'essentiel, Jadot continuerait à plier l'école publique aux besoins du capitalisme.

Nous valoriserons la voie professionnelle indispensable à la transition... Nous renforcerons l'enseignement professionnel sous statut scolaire et garantirons une offre de filières attractive et adaptée aux enjeux de la transition... Nous créerons des filières profession-

nelles pour tous les métiers et toutes les branches. Nous développerons des lycées polyvalents regroupant les voies générales et professionnelles et multiplierons les passerelles entre les voies... Nous créerons jusqu'à 100 000 places en première année d'ici la fin du mandat en particulier dans les formations courtes de l'enseignement supérieur préparant aux métiers de la transition (BTS et IUT).

Partisan de l'uniforme vert ou bleu

Prêt à assumer la charge de l'État bourgeois, EELV promet d'entretenir et de renforcer ses forces de répression. Jadot ne s'oppose pas aux interventions militaires de l'impérialisme français à l'étranger, mais souhaite que cela se fasse avec moins d'émission de CO₂.

Dans un contexte de dégradation de la situation sécuritaire mondiale, nous maintiendrons la trajectoire budgétaire prévue par la loi de programmation militaire (LPM) en vigueur. Nous élaborerons un nouveau Livre blanc sur la défense et préparerons une nouvelle LPM pour mieux adapter notre stratégie de défense aux défis posés par le changement climatique et réduire la dépendance des armées aux énergies fossiles.

Favorable à une alliance plus prononcée du capitalisme européen, EELV propose la création d'une force européenne de 5 000 hommes mais avec de l'équipement local. Une position réaffirmée récemment devant l'invasion russe en Ukraine, Jadot regrettant que l'UE n'ait pas de « *politique de défense suffisante pour intervenir militairement* » (*Franceinfo*, 28 février).

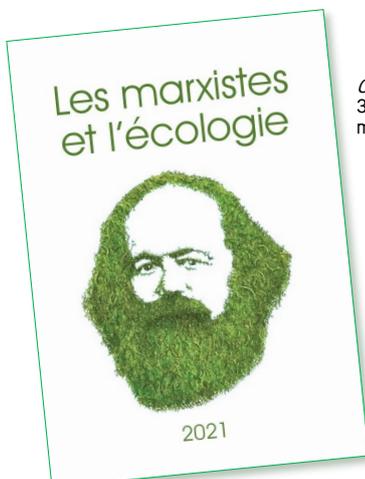
En matière de répression intérieure, Jadot n'est pas en reste puisqu'en plus de manifester, comme LR et le RN, avec les organisations de policiers [voir *Révolution communiste* n° 45], il veut rétablir « *une police nationale de proximité* » et renforcer les services de renseignement.

Je veux dire au nom des écologistes notre attachement à la police républicaine. Il faut écouter les syndicats de police et leur dire quelles sont nos propositions pour la sécurité des Français. (Yannick Jadot, *France 2*, 19 mai 2021)

Incapables de gouverner seuls, l'appétit des partis écologistes pour les postes de l'État bourgeois les pousse à être sans attendre les partenaires de partis réformistes (SPD en Allemagne, PS et PCF en France...) ou de partis bourgeois (FDP en Allemagne, ÖVP en Autriche...). Ces gouvernements, non seulement ne progressent pas vers l'égalité sociale mais ne protègent pas l'environnement.

Aucune voix, ni au premier ni au second tour, pour les candidats des partis bourgeois (Jadot, Macron, Pécresse, Le Pen, Zemmour, Dupont-Aignan) !

4 mars 2022



Cahier révolution communiste n° 26
3 euros par brochure auprès des militants, 4 euros par la poste

Roussel : sa « France en commun des jours heureux et de l'humain d'abord »

Le candidat Roussel

Fils d'un élu PCF de Béthune devenu journaliste à *L'Humanité*, Fabien Roussel n'a pas galéré après le bac : il a été embauché à *L'Humanité*, a fait des études dans une université privée, le Centre de formation et de perfectionnement des journalistes. À 28 ans, il entre comme conseiller au cabinet de Michelle Demessine, secrétaire d'État PCF chargée du tourisme dans le gouvernement Chirac-Jospin. Ensuite, il devient attaché parlementaire des députés PCF Candelier puis Bocquet. En 2014, il est élu au conseil municipal de Saint-Amand-les-Eaux sur la liste Bocquet dont il héritera du siège de député trois ans plus tard.

Le congrès du PCF de novembre 2018 le choisit, comme secrétaire national, son « *manifeste pour un parti communiste du XXI^e siècle* » devançant de 4 % « *Le communisme est la question du XXI^e siècle* » du secrétaire national sorti, Pierre Laurent. Faut-il préciser, au vu des intitulés eux-mêmes, que les divergences n'étaient pas insurmontables... Ils étaient d'ailleurs tous d'accord pour voter Macron au second tour de 2017.

En mai 2021, sa désignation comme candidat du PCF à l'élection présidentielle est conçue comme un tremplin pour les législatives qui suivront, l'objectif étant de retrouver un groupe à l'Assemblée nationale, ce qui n'est pas arrivé depuis 2007. En effet, le Front de gauche avec LFI n'a pas payé, les candidatures Mélenchon 2012 et 2017 ont profité à... Mélenchon. Par contre, l'union de la gauche à géométrie variable a engrangé des résultats aux dernières élections municipales, départementales et régionales, des listes PS-PRG-GDS-EELV-LFI-PCF permettant au PCF de compter 600 maires et 6 000 élus locaux. Leurs signatures sont d'ores et déjà engrangées pour

parrainer Roussel et ce vivier potentiel a été soigneusement asséché au cas où Mélenchon aurait voulu y pêcher.

Un souverainiste de plus

À la rentrée, le candidat du PCF sort un livre qu'il intitule *Ma France*, dans lequel ce patriote regrette qu'après le référendum européen sur le traité constitutionnel « *le PC [dirigé par Buffet puis Laurent] n'ait pas su porter cette exigence de respect de la souveraineté, de la nation* ». Début janvier, il qualifie de choix « *malvenu et regrettable* » l'accrochage du drapeau européen sous l'Arc de triomphe, saluant une fois de plus le symbole des Versaillais et des guerres napoléoniennes puis impérialistes.

Pendant la campagne des régionales de 2015, sur la chaîne *Public Sénat*, il demande que « *l'armée s'engage dans une mission humanitaire à Calais pour sécuriser le lieu* » (27 novembre 2015).

En juin 2021, Roussel choisit la chaîne de télévision *Cnews*, fleuron médiatique de Bolloré et bastion de Zemmour, pour emboîter le pas à Macron qui venait d'annoncer une nouvelle accélération des expulsions de travailleurs, d'hommes, de femmes, d'enfants auxquels sa France chérie refuse l'asile.

S'ils n'ont pas vocation à rester sur le sol français, ils ont vocation à repartir et être accompagnés chez eux... Je dis effectivement que quand on ne bénéficie pas du droit d'asile on a vocation à rentrer chez soi. (16 juin 2021)

Le slogan « *L'humain d'abord* » ne vaut donc pas pour les migrants, pas pour les plus dominés, les plus menacés ; le PCF ne défendra pas leur droit aux « *jours heureux* ».

Il faut dire qu'il est très mobilisé pour défendre les flics dont une des tâches est de les pourchasser. À la fête de *L'Humanité*, il se désolidarise des spectateurs (pour beaucoup des militants et des sympathisants des JC) qui, au concert du rappeur Soso Maness, ont repris en chœur le slogan « *Tout le monde déteste la police* ».

Je les condamne fermement, je ne les cautionne pas, je défends trop justement le métier des gardiens de la paix... de ces ouvriers de la sécurité comme je les appelle. (Fabien Roussel, 12 septembre 2021)

Le 19 mai, Roussel participe à la manifestation orchestrée par Alliance Police devant l'Assemblée nationale, comme Darmanin et tous les partis bourgeois. Il enché-



Un des jours heureux de Roussel, le 11 septembre 2021 avec Pécresse



Un des jours heureux de Roussel, le 19 mai 2021, il soutient (avec le secrétaire du PS Faure) la manifestation de policiers, comme Jadot, le ministre matraqueur de l'intérieur Darmanin, Dupont-Aignan, Le Pen et Zemmour

rit sur les exigences des représentants fascistes des corps de répression.

Pour l'effectif policier, pas de quotas, Roussel en veut 30 000 de plus, formant une « *police de proximité* » (proposition 29 de son programme). Il exige « *une peine de 30 ans de sûreté carcérale pour l'assassinat de fonctionnaires de police* » et autres « *détenteurs d'autorité* ».

Et combien d'années pour les assassins au sommet des États européens et ceux qui les servent, responsables directs de la mort de 6 personnes en moyenne chaque jour en Méditerranée, plus de 20 000 noyés depuis 2014 ? Combien d'années pour les patrons quand 900 000 accidents du travail arrivent en France chaque année, en moyenne 2 mortels par semaine ? Sur combien d'années de prison ont débouché les 1 460 enquêtes, dont 868 pour violences volontaires traitées par l'inspection générale de la police nationale en 2019 soit + 41 % par rapport à 2018 (derniers chiffres IGPN communiqués) ?

Pas de réponse dans la prose du PCF qui a pourtant décidé de faire de « la sécurité » un des thèmes principaux de sa campagne. Évidemment parce qu'il ne s'agit pas de la sécurité des jeunes arabes ou noirs dont 80 % ont été contrôlés par la police entre 2012 et 2017 quand le reste de la population l'a été à 16 % (chiffres du Défenseur des droits). Il ne s'agit pas de dénoncer l'insécurité qui frappe les hommes et les femmes laissés dans la rue, dont 2 000 meurent chaque année, en moyenne à 49,6 ans, des vies écourtées de 30 ans (rapport du Collectif Les morts de la rue). Il ne s'agit pas non plus de se servir de la tribune qu'offre l'élection pour mobiliser sur l'insécurité due au chômage, à la pauvreté.

Elle touche 21 % des Français. Globalement, la capacité à boucler son budget a diminué : près d'un tiers de la population (32 %) rencontre désormais des difficultés pour payer son loyer, son emprunt immobilier ou ses charges liées au logement (+7 points). En matière de santé, ils sont 29 % à avoir du mal à dispo-

ser d'une mutuelle santé (+8 points). Résultat, plus du tiers (36 %) est toujours embarrassé pour payer les actes médicaux mal remboursés par la Sécurité sociale. (Insee, septembre 2021)

Ce que le PCF entend par « reconquérir l'électorat populaire »

Le candidat du PCF fait comme si la classe ouvrière votait en bloc RN et qu'il convenait par conséquent de l'inviter à comparer les solutions de Roussel à celles de Le Pen.

Il ne faut pas laisser au seul FN la mainmise sur des sujets comme la nation, la souveraineté, la sécurité, le vivre ensemble. (Ma France)

Hormis le fait accablant que les mêmes thèmes accouchent des mêmes propositions (redorer le blason de la France dans le monde, relocaliser, augmenter le nombre de policiers, soutenir les expéditions militaires françaises, réformer l'Union européenne, réprimer plus fermement la petite délinquance, réduire l'immigration, expulser les migrants, augmenter les salaires, manger et boire français...), la politique du PCF tourne sciemment le dos à la population laborieuse qu'un véritable parti ouvrier chercherait à mobiliser, celle qui s'abstient aux élections dans une très large majorité, qui a expérimenté de quel côté sont les flics quand elle manifeste ou fait grève, qui se montre solidaire des femmes et des hommes exilés, qui exècre Pécresse que Roussel a invitée à la fête de *L'Humanité*, qui vomit Le Pen et Zemmour avec lesquels le PCF a copiné devant l'Assemblée le 19 mai.

L'électeur du RN n'est en général ni fasciste, ni raciste, ni sexiste, ni homophobe. (Fabien Roussel, Ma France)

Rien à faire, les yeux du candidat du PCF louchent à droite toute, ce qui n'aide pas une vision claire ; mais de là à ignorer que ce n'est pas l'antifascisme, l'antiracisme, le soutien à la cause des femmes et la défense des homosexuel(le)s qui motivent les électeurs à voter pour le RN...

Une entreprise de désorientation politique

Totalement intégré à l'ordre bourgeois, depuis plus de 80 ans, le PCF participe à la désorientation politique de la classe ouvrière. En ayant toujours « *la nation* » à la bouche, il masque les antagonismes de classe. Alors que les intérêts du capital et ceux du travail sont irrémédiablement opposés, « *La France en commun* » du PCF berce d'illusions les prolétaires, obscurcit leur conscience qu'il est nécessaire de s'organiser contre la bourgeoisie, la classe des possédants, qu'il faut une révolution pour lui arracher le pouvoir.

La France du travail est aussi celle des petits patrons et même si cela peut paraître surprenant de la part d'un secrétaire national du PCF, je souhaite prendre

leur défense... Je ne suis pas opposé aux dividendes que se versent des petits patrons. (Ma France)

Suit une dénonciation des « charges qui pèsent sur les petits entrepreneurs ». La défense des petits patrons, sous-entendus « pas des gros bien-sûr », sert à introduire la vraie position du PCF : « pas favorable à ce que tous les secteurs de l'économie soient mis sous la coupe d'un État patron », « l'étatisme a montré ses limites ». C'est la défense de la propriété privée des moyens de produire et de distribuer, la légitimation de l'exploitation de la main d'oeuvre salariée. Nationaliser parfois, exproprier jamais.

Le PCF se prononce pour « une économie de marché régulée par un État stratège ». En termes marxistes, cela signifie : pour le maintien du mode de production capitaliste, pour gérer l'État bourgeois. Le chef du PCF prend en exemple Biden, qui prétendait financer son plan de relance en augmentant les impôts des plus riches

J'ai l'impression qu'il a pris sa carte au Parti communiste français !... Le sémillant Joe Biden aux États-Unis donne des leçons au Macron qui défend un vieux modèle économique qui dit qu'il ne faut pas toucher au capital et aux plus riches. C'est terminé ! Aujourd'hui, tout le monde appelle à de la solidarité, à lutter contre les inégalités. (Fabien Roussel, France 2, 30 avril 2021)

Le dirigeant du plus puissant pays capitaliste au monde, issu d'un parti bourgeois (le Parti démocrate) qui initia la guerre du Vietnam, est LE modèle pour Roussel ! Outre la stupidité de croire que Biden fera payer, seulement et beaucoup, les riches (il a renoncé depuis à ces mesures pourtant modestes), le candidat du PCF veut faire avaler à ceux qui l'écoutent qu'il n'y a pas deux classes fondamentales dont l'une, la classe des capitalistes, vit du travail de l'autre, la classe ouvrière. Non « tout le monde n'appelle pas à la solidarité et à lutter contre les inégalités » !

Le partage des richesses, c'est tout ce que nous demandons. (Fabien Roussel, France 2, 30 avril 2021)

Le candidat Roussel s'adresse à la classe dominante, à ses partis, à son personnel politique, à ses médias : « voyez comme je suis raisonnable ! » Mais croire que le capital est une galette qui se partage relève de l'enfantilisme ou de l'ignorance crasse. Chaque miette que le prolétaire mange est le résultat d'une lutte contre les possesseurs des moyens de fabriquer le gâteau ; alors qu'ils ne travaillent pas, ils s'approprient la production et résistent pour que la plus grosse part reste dans leurs mains. Et tout particulièrement, ils gardent le couteau à découper.

Le PCF prêche une illusoire réforme du capitalisme alors qu'à chaque minute les preuves de son irrémé-

diabole barbarie accablent l'immense majorité. Il pétitionne « contre le chômage et la pauvreté, pour l'emploi, la dignité et l'égalité républicaine » (rubrique « actions » (!), site PCF) comme si cela avait jamais empêché les patrons, leurs États et leurs gouvernements de défendre le taux de profit et de tenter de museler les exploités. En avril, contre Mélenchon qui déclare que « chacun doit avoir un travail et que si quelqu'un n'en trouve pas, l'État doit être employeur en dernier ressort », l'admirateur de Thorez et de Marchais (voir *Ma France*), l'héritier des staliniens fossoyeurs de la révolution d'Octobre déclare :

Nous ne partageons pas du tout cette philosophie-là ; ça, c'est l'époque soviétique, le kolkhoze. (Fabien Roussel, Marianne, 16 avril 2021)

Fidèles à Marx, à Engels, à Lénine, à Luxemburg, à Trotsky, les vrais communistes veulent la destruction du mode de production capitaliste pour en finir avec l'exploitation, pour produire en fonction de ce qui est utile à la satisfaction des besoins de la population laborieuse et non au regard de ce qui rapporte. Ils savent que seule l'action concertée, décidée du prolétariat renversant les institutions bourgeoises, s'emparant du pouvoir peut ouvrir des « jours heureux ».

Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! (Karl Marx, Manifeste du parti communiste, 1847)

Un bloc avec la bourgeoisie

Lors du conseil national du PCF du 11 décembre 2021, le rapporteur (ex-membre du bureau politique de la LCR jusqu'à son autodissolution, ex-rédacteur en chef de son hebdomadaire) retire son chapeau pour saluer son Général. Après Biden, leurs applaudissements au fondateur de la V^e république !

L'offensive réactionnaire consiste, d'une part, à faire sauter le verrou idéologique que le général de Gaulle avait posé sur son camp, sorti discrédité de l'épisode vichyste, et, d'autre part, à dynamiter l'héritage de la République, telle que la Résistance la refonda à la Libération. (Christian Picquet, Rapport, 11 décembre 2021)

Les majuscules de la dernière phrase marchent avec « *la France en commun* », avec l'entreprise de falsification à laquelle le PCF participe pour cacher aux générations actuelles de prolétaires que c'est parce qu'une vague révolutionnaire secouait l'Europe dévastée par la guerre impérialiste, parce que les travailleurs avaient encore les



armes, que la bourgeoisie, effrayée de tout perdre, s'est résignée à lâcher un peu. Le PCF a pris toute sa part à l'union nationale, siégeant de 1944 à 1947 dans les gouvernements de Gaulle, Gouin, Bidault, désarmant les maquis, remettant la botte de *La France* sur les colonies, fustigeant les grèves, appelant à bosser plus pour reconstruire *La France*.

Pas honteux de ses mensonges, Picquet ne l'est pas non plus d'accuser les travailleurs de ne pas se battre et donc d'être responsables de l'espace gagné par les partis bourgeois, quand la campagne du candidat Roussel additionne les déclarations réactionnaires, quand, adepte du « *dialogue social* », il soutient le chapelet des journées d'action que la direction de la CGT décrète contre l'appel à la grève générale, chaque fois qu'une mobilisation pourrait menacer le gouvernement, comme sur les retraites.

Évidemment, la faiblesse des mobilisations du mouvement social nourrit cette droitisation extrême du débat politique, et celle-ci alimente en retour l'attentisme et le doute dans le monde du travail et les classes populaires. (Christian Picquet, *Rapport*, 11 décembre 2021)

Pour le PCF, non seulement la population laborieuse ne lutte pas mais en plus elle renâcle à voter pour « *la gauche* ». Pourquoi ?

Se révèlent en cause le poids des renoncements et trahisons du passé devant les volontés destructrices du libéral-capitalisme, l'incapacité de se tourner vers le monde du travail pour porter ses aspirations et y répondre, l'abandon de certaines des valeurs fondatrices du mouvement ouvrier depuis ses origines, le refus de la plupart des candidats d'affronter la domination du capital et de proposer des solutions qui permettent que le pouvoir change enfin de mains. (Christian Picquet, *Rapport*, 11 décembre 2021)

Mais non, ce n'est pas une autocritique ! Il ne parle pas du PCF, voyons ! Picquet crache uniquement dans l'assiette des autres membres de l'Union de la gauche, avec lesquels le PCF entend « *former une majorité parlementaire de gauche... car nul ne peut gouverner seul à gauche* ».

Le PCF n'a rien de communiste

Le PCF publiera son « programme » à la fin de ce mois. Mais il peut bien le truffer de toutes les hausses de smic, mesures pour l'emploi ou pour la jeunesse que lui aura soufflées la « *consultation citoyenne* » (encore un terme sans marqueur de classe que les unionistes de gauche affectionnent). Ce ne sont que promesses de politicard à partir du moment où le PCF, comme ses rivaux réformistes et futurs alliés (PS, LFI, Ensemble, GDS, Générations...), refuse de rompre avec la bourgeoisie, défend ses institutions (armée, police, justice), se garde bien d'engager le combat contre le capital et son gouvernement en unifiant les rangs du prolétariat au lieu de le diviser, en mobilisant tous les exploités pour la satisfaction de leurs revendications.

Le PCF reste un obstacle dans le combat pour le socialisme dont il salit le nom quand il le prononce, même si c'est dorénavant peu fréquent.

22 janvier 2022

Combats avec les communistes internationalistes !



groupe.marxiste.inter@gmail.com

À bas l'invasion impérialiste russe de l'Ukraine !



L'invasion le 24 février de l'Ukraine par les troupes russes marque une accélération et une intensification des affrontements inter-impérialistes dans le monde. Il rappelle aux travailleurs du monde entier que la seule alternative historique à la barbarie du capitalisme décadent est le combat organisé pour le socialisme mondial.

Le combat organisé pour le socialisme mondial.

De l'éclatement de l'URSS à la renaissance de l'impérialisme russe

À partir de 1989, la bureaucratie stalinienne d'URSS a accepté le rétablissement du capitalisme en Europe de l'est ; en 1991, elle s'est reconvertie en classe capitaliste (les oligarques) en pillant les entreprises étatiques et en fusionnant avec des mafieux. Le jeune impérialisme russe écrase en son sein la Tchétchénie en 1994-1996 puis en 1999-2000. Il dispute aux impérialismes occidentaux le contrôle de son voisinage : intervention militaire en Moldavie en 1991-1992, en Géorgie en 2008, contre l'Ukraine en annexant la Crimée et en contrôlant une partie du Donbass en 2014, soutien au despote biélorusse Loukachenko contre les manifestations à l'automne 2020, au Kazakhstan en soutien au despote Tokaïev contre les puissantes manifestations ouvrières en janvier 2022. Mais aussi dans le monde, en Syrie au côté du dictateur sanglant El Assad, en Libye en soutien au satrape Haftar via les mercenaires du groupe capitaliste russe Wagner qui agissent également en Centrafrique, au Tchad et au Mali, au Mozambique, au Soudan... Le colonel à la tête des mercenaires de Wagner, Outkine, qui a ses entrées au Kremlin, est un nazi avéré et les journalistes russes qui enquêtaient sur ses agissements ont été assassinés.

Les impérialismes émergents (Russie, Chine...) remettent en cause le partage du monde. Ils ne peuvent se maintenir ou s'étendre qu'au détriment des impérialismes installés (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Japon...). Pour l'État russe, la priorité accordée par l'État américain à la lutte contre le capitalisme chinois en plein essor, son désengagement relatif des pays d'Europe, d'Asie de l'Ouest, son retrait désordonné d'Afghanistan, offrent l'occasion de desserrer l'étau économique et militaire de ses rivaux occidentaux.

Le capitalisme russe n'est qu'au 12^e rang mondial par son PIB, mais il comprend des groupes capitalistes d'envergure (armement, énergie, distribution, automobile, transport aérien). En son sein, il opprime des minorités

(Tchétchènes...) et il possède la 2^e armée du monde, un important arsenal nucléaire, des capacités de guerre cybernétique parmi les plus développées. À la tête de gigantesques gisements de pétrole et de gaz, il fournit 41 % du gaz du reste de l'Europe, dont 70 % des besoins de l'Allemagne, 80 % en Hongrie, 100 % en Autriche et en Slovaquie... Il est le premier exportateur mondial de céréales, le premier producteur de nickel et de palladium, le troisième exportateur d'acier...

L'État russe veut détruire l'État ukrainien

Poutine a dès mi-novembre 2021 massé ses troupes aux frontières de l'Ukraine tout en assurant mensongèrement :

La Russie ne représente de menace pour personne, nous nous occupons de nos propres affaires et prenons des mesures pour assurer notre sécurité si nécessaire, s'il y a des actions provocatrices de nos opposants près de nos frontières. (Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, 14 novembre 2021)

En novembre, Poutine attise le conflit dans le Donbass entre ses marionnettes séparatistes et l'armée ukrainienne, accuse le gouvernement ukrainien de saboter les accords de Minsk de 2015, censés y mettre un terme. Biden, Macron, Johnson, Scholz... déclarent qu'ils n'interviendront pas militairement en cas de conflit armé. Pour le dirigeant russe, intervenir en Ukraine, renverser son gouvernement et menacer ensuite directement la Géorgie devient un objectif réalisable.

Le 4 février, Poutine prend soin de renforcer ses liens diplomatiques et commerciaux avec l'impérialisme chinois. Ensemble, Xi et Poutine actent « *l'entrée des relations internationales dans une nouvelle ère* ». Dès lors, l'impérialisme chinois manoeuvre entre un soutien prudent à l'impérialisme russe et la défense de ses propres intérêts.

Le 21 février, Poutine reconnaît officiellement les républiques séparatistes du Donbass et déclare que l'Ukraine est une création artificielle de Lénine et des bolcheviks. Le 24, il prétend contre toute vraisemblance que le régime ukrainien est nazi et a entamé un génocide des Russes au Donbass. Aussitôt blindés, avions, missiles et troupes au sol impliquant environ 150 000 soldats s'élançant dans une offensive coordonnée.

Les impérialismes occidentaux sont coupables de bien des guerres et ont une lourde responsabilité dans celle-ci

Les impérialismes occidentaux ne peuvent donner aucune leçon à Poutine et à l'État russe. D'une part, ils ont tous un passé criminel de pillage du monde, d'inter-

ventions militaires à l'étranger, d'occupations d'autres pays, de soutien à des régimes despotiques.

D'autre part, l'État américain et ses alliés de l'OTAN ont profité de l'effondrement de l'URSS pour menacer militairement l'État russe. Ainsi, l'Albanie, la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, le Monténégro, la Tchéquie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie sont devenus membres de l'OTAN. L'adhésion de la Géorgie était en bonne voie et les États-Unis défendaient celle de l'Ukraine. En décembre 2021, Biden, Johnson, Macron, Scholz ont refusé la neutralisation de l'Europe centrale que demandait Poutine.

Depuis le déclenchement de l'offensive russe contre l'Ukraine, les impérialistes américains, français, allemand, britannique, etc. ont mis en place des sanctions économiques contre l'économie russe et renforcent dans le même temps les dispositifs militaires des forces de l'OTAN dans les pays limitrophes de la Russie et de l'Ukraine. Le gouvernement SPD-Grünen-FDP décide d'augmenter massivement le budget militaire de l'Allemagne, les autres vont suivre.

Vive l'internationalisme prolétarien ! Vive la résistance du peuple ukrainien et du peuple russe !

Depuis le début de l'invasion russe, malgré un rapport de forces militaire très défavorable, l'armée ukrainienne aidée de réservistes et de volontaires résiste, défend les villes assiégées. L'offensive de l'armée russe est plus difficile que prévue. Les soldats russes, dont beaucoup sont des conscrits, censés combattre contre des « nazis », envahissent en fait un pays « frère ». Des armes ont été distribuées à la population d'Ukraine, les travailleurs et la jeunesse s'organisent pour résister, fabriquent des cocktails molotov, assurent patrouilles et contrôles... L'armée

russe va probablement devoir faire face à une guerre de partisans.

Malgré l'intoxication médiatique et la répression policière et judiciaire, une partie de la population de Russie, courageusement, manifeste dès aujourd'hui son opposition à l'invasion.

Les travailleurs du monde entier n'ont rien à attendre des initiatives des différents États occidentaux soi-disant pour restaurer la paix, ni même de l'État bourgeois ukrainien qui sépare actuellement aux frontières les Africains des Européens qui veulent fuir le pays, qui nie depuis 2014 les droits de ses minorités nationales, qui tolère les groupes fascistes dans l'armée. Au contraire, les impérialismes occidentaux préparent de nouveaux affrontements et toutes les sanctions économiques et financières qu'ils prennent pèseront avant tout sur les travailleurs de Russie et ensuite, par leurs répercussions économiques, sur ceux de tous les autres pays.

L'impact des sanctions économiques ne peut que renforcer la dépendance de l'impérialisme russe vis-à-vis de l'impérialisme chinois, qui pèse économiquement au moins dix fois plus lourd. Et un succès de l'impérialisme russe en Ukraine ne pourra qu'encourager l'impérialisme chinois dans ses objectifs, en mer de Chine comme pour Taïwan.

Chaque bourgeoisie impérialiste tente d'obtenir le soutien de sa classe ouvrière dans sa course folle à l'armement et aux tensions militaires et économiques, en dressant les travailleurs des différents pays les uns contre les autres, selon le camp où leur bourgeoisie se situe. Mais les travailleurs ukrainiens, russes, français, espagnols, américains, polonais, biélorusses, roumains... ne sont pas les ennemis les uns des autres !

Vive la mobilisation du prolétariat et de la jeunesse russe contre Poutine, pour interdire la guerre fratricide contre le peuple ukrainien !

Aucune union nationale avec sa bourgeoisie ! Front unique des organisations ouvrières contre l'intervention impérialiste en Ukraine ! Ouverture des frontières aux réfugiés d'Ukraine et de tous les pays ! Retour au pluralisme linguistique en Crimée, dans toute l'Ukraine ! Respect de la minorité tatare, russe, biélorusse, moldave, rom, juive, hongroise, roumaine... dans tous les pays de la région !

Les troupes russes hors d'Ukraine ! Retrait des troupes américaines, britanniques, françaises, espagnoles, italiennes... d'Europe centrale ! Dissolution de l'OTAN et de l'OTSC !

À bas l'impérialisme ! Révolution des travailleurs !
« États-Unis socialistes d'Europe, socialisme mondial !

1 mars 2022

Collectif révolution permanente
(Autriche, Espagne, France, Turquie)



8 mars femmes travailleuses, organisons-nous pour le socialisme mondial !

Dans tous les pays, la vie des femmes travailleuses s'est détériorée en raison de la crise économique capitaliste mondiale de 2020-2021 et de la pandémie de COVID, qui n'est pas encore terminée. Le chômage, la précarité, la perte de pouvoir d'achat due à l'inflation, la difficulté d'accès à un logement décent, la dégradation des services publics sont des fléaux qui touchent l'ensemble de la classe ouvrière. Mais ils sont plus aigus pour les travailleuses qui étaient déjà confrontées à plus de précarité et des salaires plus bas.

De plus, les femmes continuent de subir les effets de l'oppression sociale propre au système patriarcal, confortée par les prêtres de toutes les religions. Dans de nombreux territoires, l'inégalité juridique par rapport aux hommes, les mutilations génitales, l'interdiction de la contraception et de l'avortement persistent. Partout, le chauvinisme masculin impose aux femmes des travaux domestiques supplémentaires et la prise en charge des enfants, des malades et des personnes dépendantes. Les femmes sont les victimes sexuelles des migrations et des nombreuses guerres civiles (Birmanie, Yémen, Syrie...) ou invasions (Yémen, Ukraine...). Les abus et les meurtres sexistes persistent même dans des pays qui se considèrent comme « socialement avancés ».

Dans certains pays (dont les États-Unis), existent des entreprises qui gèrent des « fermes » de femmes pauvres qui donnent naissance à des enfants au plus offrant à l'échelle internationale. Les réseaux mondiaux de traite des êtres humains à des fins de prostitution et de travail forcé ont pour victimes privilégiées les femmes et les filles (65 % du total connu, selon le rapport mondial de 2020 de l'ONU sur la traite des personnes). L'horreur capitaliste ne trouve aucune limite dans la marchandisation de tout, y compris des êtres humains, en particulier des femmes.

Le machisme est une bonne affaire pour la société dominée par le capital : il divise la classe ouvrière, fait baisser les salaires, détourne la colère individuelle vers un bouc émissaire faible plutôt que vers le pouvoir des exploiters. Toutes les religions le justifient, consacrant de grands efforts pour éduquer les femmes à la double soumission, au patron et aux hommes.

Pour cette raison, les améliorations obtenues depuis plus d'un siècle ne sont pas tombées du ciel ni ne proviennent de la générosité des gouvernants. Elles sont le résultat de luttes importantes intégrées dans la lutte de classe du prolétariat conscient et organisé. La Commune de Paris (1871) et la Révolution russe (1917) ont fait des femmes travailleuses le sujet historique de leur libération com-



Le 18 septembre dernier, les collèges et les lycées d'Afghanistan fonctionnaient à nouveau mais seulement pour les garçons. Le 23 mars, l'émirat islamique les ouvrait aux filles, pour les refermer quelques heures après. Plusieurs centaines ont manifesté à Kaboul. / photo Aref Karimi

plète et ont amorcé de grandes conquêtes, non sans lutte, dans plusieurs pays : égalité juridique, droits politiques, union libre, égalité des enfants dans et hors mariage, droit à l'avortement, garde et protection des enfants.

En effet, si le premier pays au monde à avoir légalisé l'avortement et à l'avoir placé entre les mains des services de santé publique a été la Russie révolutionnaire en 1917, y parvenir en Espagne, en Argentine ou en Colombie a nécessité d'énormes mobilisations ces dernières années. Et dans tous les pays où il est légal, l'avortement, comme de nombreux autres acquis sociaux, est remis en cause en permanence par les forces bourgeoises les plus réactionnaires (États-Unis, Pologne...). La situation des femmes s'est particulièrement dégradée dans les villes d'Afghanistan.

Cependant, le féminisme bourgeois et petit-bourgeois d'aujourd'hui, comme celui d'il y a un siècle, nie les classes et revendique « l'unité » de toutes les femmes. Cela lui permet de coexister confortablement avec l'exploitation capitaliste et de rêver que les éventuelles réformes ne seront pas mises en danger au premier changement du rapport de force entre les classes.

Avec Eleanor Marx, Clara Zetkin, Alexandra Kollontaï, Rosa Luxemburg, Inessa Armand et tant d'autres révolutionnaires, nous disons clairement :

Que veulent les féministes ? Les mêmes avantages, le même pouvoir, les mêmes droits au sein de la société capitaliste que ceux que possèdent aujourd'hui leurs maris, leurs pères et leurs frères. Que veulent les travailleuses ? Abolir tous les privilèges

dérivés de la naissance ou de la richesse. La travailleuse ne se soucie pas de savoir qui est le « maître », un homme ou une femme. Avec l'ensemble de sa classe, elle peut alléger sa position de travailleuse. (Alexandra Kollontaï, « La journée de la femme », *Pravda*, 17 février 1915)

Mettre définitivement fin à l'oppression des femmes exige de mener la lutte de classe contre le capital, de lutter pour une société dont les fondements économiques ne sont pas la propriété privée des moyens de production et l'exploitation d'une classe par une autre. Pour cela, les travailleuses doivent s'organiser, participer à la construction du parti ouvrier qui dirigera la révolution et enterrera tous les privilèges dérivés de la naissance ou de la richesse.

Égalité juridique totale des femmes dans tous les pays

Répartition du travail entre tous, par la réduction du temps de travail sans baisse des salaires, jusqu'à l'élimination du chômage. Fin des emplois précaires. Égalité salariale complète entre les hommes et les femmes.

Récupération automatique du pouvoir d'achat perdu en raison de l'inflation. Des salaires, des prestations sociales et des pensions de retraites permettant à tous les travailleurs de vivre décemment.

Pour les travailleurs des deux sexes, des services publics en quantité suffisante, gratuits et de qualité, permettant d'assurer les trajets domicile-travail, la garde des enfants, les soins aux malades et aux personnes dépendantes.

Logement décent pour tous les travailleurs.

Élimination immédiate de toute religion dans les écoles. Système scolaire unique, public, laïc, gratuit et mixte. Éducation sexuelle scientifique basée sur l'amour et le respect de sa propre liberté sexuelle et de celle des autres, quelle que soit son orientation.

Suppression de tout financement direct ou indirect des différentes religions.

Interdiction de toute mutilation génitale. Contraception et avortement libres et gratuits pris en charge par le système de santé publique. Système de santé universel, gratuit et laïc. Prise en compte et traitement médical adéquat des pathologies et maladies spécifiquement féminines. Gratuité des protections périodiques.

Interdiction et pénalisation du proxénétisme. Interdiction de la gestation pour autrui (mères porteuses).

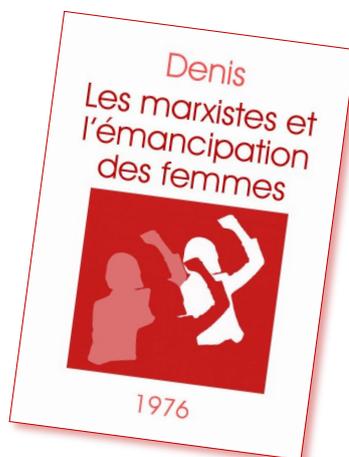
Liberté pour les travailleuses et les travailleurs, les réfugiées et les réfugiés, les jeunes en formation de franchir librement et en toute sécurité les frontières.

Fin de la justice sexiste et des lynchages médiatiques en tout genre. Épuration de tous les juges réactionnaires. Pour un véritable système judiciaire démocratique et non sexiste dans lequel les juges peuvent être élus et révoqués par les conseils des travailleurs. Pour l'autodéfense des femmes contre la violence sexiste.

Pour un gouvernement des travailleuses et des travailleurs vers une société sans classe, sans exploitation, sans oppression. Pour le socialisme international.

8 mars 2022

Collectif révolution permanente
(Autriche, Espagne, France, Turquie)



Cahier révolution communiste n° 30
3 euros auprès des militants,
4 euros par la poste

REVOLUTION COMMUNISTE
Échelle mobile des salaires !

Pour la vaccination mondiale et gratuite p. 3
 Défendre l'école publique contre Macron et Blanquer p. 6
 La Poste et l'Etat français, les nouveaux esclavagistes p. 7
 Zemmour, symptôme du pourrissement capitaliste p. 9
 Faurel, un candidat unique de « la gauche » ? p. 13
 Mélenchon, candidat réformiste et chauvin p. 17
 Rouba, candidat de l'écologie-réforme p. 23
 Manche et Billoirelle : les migrants victimes des Etats p. 23
 Kazakhstan : la révolte des travailleurs p. 25
 ABC du marxisme : reformisme p. 28

148 Mars 2022 2 euros

Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 12 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville..... Pays.....

Adresse électronique@.....

L'impérialisme allemand à un tournant

L'impérialisme allemand bousculé par la montée des tensions internationales

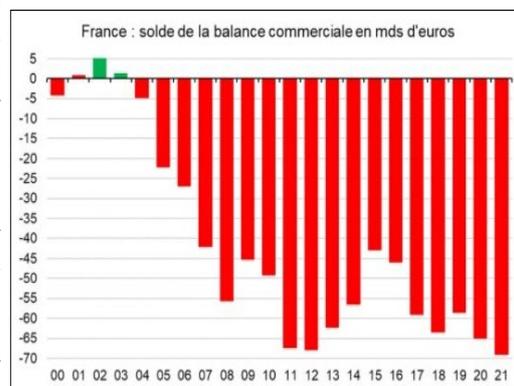
Quatrième économie mondiale par son PIB, l'Allemagne est de loin la première puissance de l'Union européenne. Toutefois cette place ne vaut pas rente de situation. En 2021, pour la 5^e année consécutive, l'excédent de la balance commerciale est en baisse, même si le résultat affiché de plus de 175 milliards d'euros fait pâlir d'envie le capitalisme français lourdement déficitaire.

Dès 2018, des signaux de plus en plus nombreux indiquaient que l'impérialisme allemand ne pourrait poursuivre sur sa lancée qu'en opérant des choix stratégiques indispensables. La montée en puissance de l'impérialisme chinois, sa rivalité croissante avec l'impérialisme américain, l'émergence de redoutables concurrents dans le domaine de prédilection de l'industrie allemande, l'automobile, la sécurisation de son approvisionnement énergétique, sont autant de questions qui bousculent la bourgeoisie allemande et l'obligent à sortir de sa zone de confort. En effet, si la doctrine du « Wandel durch Handel » (le changement par le commerce) avait jusque-là plutôt réussi à la bourgeoisie allemande, consistant essentiellement à faire des affaires avec tout le monde sans se fâcher avec personne, force lui est de constater que les limites sont désormais atteintes. Voilà que la Chine est désormais qualifiée par le patronat allemand, non plus de *partenaire*, mais de « *rival systémique* ».

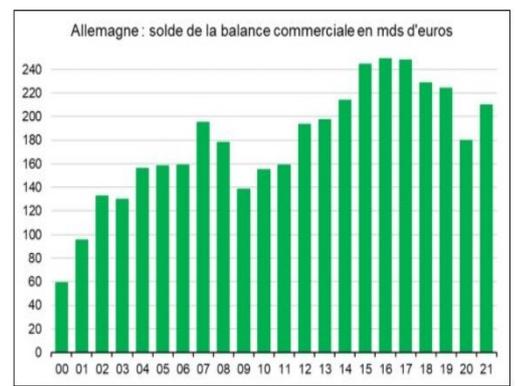
Mais que faire ? La Chine est le premier fournisseur de l'Allemagne depuis plusieurs années, et son deuxième client pour ses exportations. Et cette tendance ne fait que se renforcer, alors que l'impérialisme américain presse la bourgeoisie allemande pour la rallier à sa croisade contre l'impérialisme chinois. Le secteur automobile emploie en Allemagne quelque 12 % de la main-d'œuvre industrielle et témoigne de la profonde imbrication de l'économie allemande dans l'économie mondiale, puisque 75 % des voitures produites en Allemagne sont exportées en même temps que 70 % des voitures allemandes sont construites à l'étranger. La part des constructeurs allemands sur le marché des États-Unis est de 8 %, elle atteint 24 % en Chine. L'industrie automobile allemande doit réussir à marche forcée le passage aux véhicules électriques, ce qui signifie non seule-

ment de lourds investissements, mais aussi de se débarrasser de centaines de milliers de travailleurs désormais inutiles. Mais aujourd'hui, l'Allemagne redoute tout à la fois la concurrence de Tesla, constructeur américain installé y compris en Allemagne, redoutable pour ses modèles haut de gamme, précisément ceux qui rapportent le plus, qui prévoit de produire 20 millions de véhicules en 2030, et la montée en puissance de la concurrence chinoise, qui pourrait bien remettre en cause l'implantation allemande sur le marché chinois. Plus généralement, l'importance des exportations allemandes vers la Chine, qui représentent quasiment la moitié des exportations européennes, peut devenir une faiblesse si les relations économiques devaient se tendre, dans la foulée des rivalités entre l'impérialisme américain et l'impérialisme chinois.

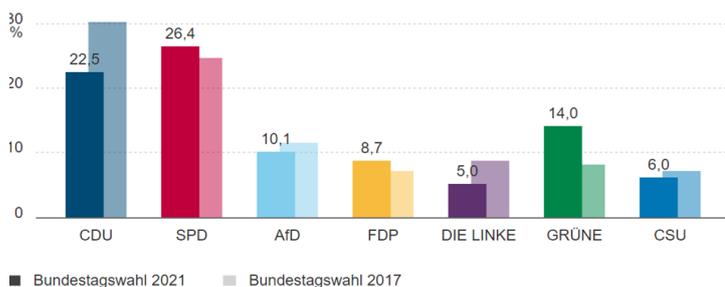
Quant à l'approvisionnement énergétique de l'Allemagne, fragilisé par l'abandon du nucléaire et l'impossibilité pour les énergies renouvelables de pourvoir en continu aux besoins nécessaires, la bourgeoisie avait cru pouvoir le sécuriser en finalisant le doublement du gazoduc Nord Stream avec la Russie, malgré l'opposition de l'impérialisme américain, levée du bout des lèvres par Biden au début de son mandat. Enfin l'impérialisme français, en perte de vitesse et de loin dominé économiquement par l'impérialisme allemand, lui dispute pourtant sa place en Europe sur le seul terrain où il garde un avantage, celui des capacités militaires, et ne cesse de pousser les feux d'une chimérique défense européenne qui serait à son avantage. Ainsi, au moment du départ de Merkel, les problèmes non résolus ou mal résolus s'accumulent. L'agression militaire de l'impérialisme russe contre l'Ukraine entamée le 24 février aggrave les contradictions précédentes et en précipite de nouvelles pour la bourgeoisie allemande. Le nouveau gouvernement de coalition, issu des élections du 21 septembre 2021,



Sources : Minedf, Prévisions ACDEFI



Sources : Destatis, Prévisions ACDEFI

Bundestagswahl 2021, Deutschland
Endgültiges Ergebnis

constitué autour du SPD avec le FDP et le parti écologiste Die Grünen, avait déjà affiché son ambition de redonner à l'Allemagne la place politique correspondant à son poids économique, en Europe, pour contrer notamment les velléités incessantes de l'impérialisme français, mais aussi de durcir les conditions des échanges avec la Chine, renvoyant aux calendes la ratification du traité sur les investissements conclu précipitamment fin 2020 entre l'UE et la Chine. L'aggravation des tensions internationales nées de la guerre en Ukraine va le contraindre à avancer beaucoup plus vite et beaucoup plus loin que prévu initialement pour sauvegarder les intérêts de l'impérialisme allemand.

La redistribution des cartes après les élections au Bundestag

Les élections du 26 septembre 2021 au Bundestag ont mis fin à 16 années de gouvernements dominés par l'Union chrétienne-démocrate (CDU), le parti principal de la bourgeoisie allemande depuis 1945, flanqué de son alter ego bavarois, la CSU, et dirigés par la chancelière Merkel. Avec un taux de participation de 76,6 %, à peine supérieur à celui des élections de 2017, les scores des différents partis marquent d'importantes variations.

Jusqu'alors, la CDU/CSU n'était jamais passée sous la barre des 30 %. La voilà à 24,1 % ! Son candidat désigné pour succéder à Merkel à la chancellerie résume à lui-seul l'indécision de la principale force politique de la bourgeoisie allemande pour faire face aux échéances qui l'attendent. Or, autant du point de vue de la bourgeoisie que de celui de la classe ouvrière ou de la petite bourgeoisie, mais naturellement pour des raisons différentes, la continuité de la politique façon Merkel de compromis permanent, à l'intérieur comme à l'extérieur, ne correspondait plus aux attentes. L'immobilisme tranquille prôné par Laschet n'a donc convaincu ni les uns ni les autres.

Profitant partiellement de ce recul, le Parti libéral-démocrate (FDP), parti bourgeois traditionnellement très proche des positions du patronat allemand, augmente son score sur le dos de la CDU.

Le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) a été présenté comme le grand vainqueur de cette élection. Gagnant en effet plus de 2 400 000 voix, soit environ 5 %, le SPD arrive en tête. Mais il ne fait que retrouver avec

25,7 % des voix son score de 2013, bien inférieur à celui des années fastes où le SPD caracolait en tête avec jusqu'à 45 % des voix. Son candidat, Scholz, est un vieux briscard, membre de l'aile gauche dans sa jeunesse folle aux seins des Jusos, les jeunesses du SPD, mais rapidement devenu bureaucrate, promu secrétaire général du SPD sous la présidence de Schröder qu'il soutient dans la mise en place des lois Hartz qui ont durement attaqué les droits des travailleurs, ministre des finances dans le dernier gouvernement Merkel.

Mais le SPD espère que tout cela est oublié après 16 ans dans l'opposition. Ainsi, ce Scholz, hier encore partisan des sacrifices pour la classe ouvrière, a promis soudain aux travailleurs dans sa campagne le relèvement du salaire minimum à 12 euros brut dès 2022, soit 25 % d'augmentation, la construction de 400 000 logements par an et l'engagement de ne pas relever à nouveau l'âge de départ à la retraite. Voilà des concessions électoralistes, certes bien timides au regard des véritables besoins des masses, mais qui tranchent avec la soupe à la grimace à laquelle le SPD avait habitué les travailleurs. Encore faut-il de suite préciser qu'un salaire minimum à 12 euros brut de l'heure permet juste de survivre aujourd'hui en Allemagne, a fortiori avec une inflation de 5,5 % depuis un an, que la construction de logements, certes indispensable, ne suffira pas à mettre fin à la spéculation immobilière qui ravage les grandes villes, à commencer par Berlin. Enfin, l'âge de départ à la retraite pour bénéficier d'une pension complète a déjà été porté de 65 à 67 ans d'ici à 2029, mais le patronat allemand exige qu'il soit repoussé à 70 ans, avec le soutien enthousiaste du FDP, ce qui indique que l'affaire sera sans aucun doute remise sur le tapis prochainement.

Le SPD retrouvant quelques accents réformistes, Die Linke (La Gauche, DL, qui fut un modèle pour Mélenchon) s'est vue couper l'herbe sous le pied par effet de vases communicants. En effet, ce parti « populiste de gauche » qui trouve son origine en 2005 dans une scission du SPD aux pires moments de l'ère Schröder et dans la fusion avec les successeurs du parti stalinien officiel de l'ex-RDA, occupait en partie la place du réformisme bon teint, laissée vacante par la gestion capitaliste loyale du SPD.

Die Linke a besoin d'une double stratégie de restructuration socio-écologique et d'un populisme de gauche. Le populisme de gauche signifie cibler ceux qui sont marginalisés dans notre société d'une manière ciblée et pointue. (Katja Kipping, coprésidente de DL de 2012 à 2021, *Der Tagesspiegel*, 18 avril 2011)

Patatras ! Le changement de pied, pourtant très mesuré, du SPD, et la percée du parti écologiste Bündnis90/Die Grünen (Les Verts, DG) qui chasse sur les mêmes terres

que DL, a précipité sa chute en divisant ses voix par deux et en la faisant passer sous la barre des 5 %.

DG augmente de près 2 700 000 son nombre de voix, le portant à la 3^e place avec 14,8 % des suffrages. Il prend des voix aussi bien dans l'électorat traditionnel du SPD que dans celui de la CDU, mais aussi dans celui de DL, dans les villes universitaires, parmi la population la plus éduquée et bénéficiant d'un bon niveau de vie, alors que ses résultats sont bien moindres dans la partie Est de l'Allemagne, plus pauvre, souvent moins diplômée et avec un taux de chômage plus important. C'est un parti rompu dans les Länder aux jeux des coalitions à géométrie variable avec toutes les forces politiques, à l'exception de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), du moment qu'il obtient des places. Il profite de l'inquiétude croissante, notamment dans la jeunesse, générée par les destructions environnementales et le réchauffement climatique, en se gardant bien de remettre en cause le capitalisme qui les provoque. C'est au contraire la pointe avancée de la défense du capitalisme vert en Allemagne, au mépris de toute cohérence.

Quant au parti fascisant AfD, qui en 2017 avait raflé la 3^e place avec 12,6 % des voix, il recule en perdant 1 million de voix, sans s'effondrer. Il se maintient notamment à l'Est en mordant sur l'électorat de DL. Avec 10,3 % des suffrages, il conserve 83 députés au Bundestag.

L'énergie, le talon d'Achille du capitalisme allemand

Le 24 novembre, Scholz a présenté le contrat de coalition entre le parti socialiste, le parti libéral et les Verts, entériné après presque 2 mois de négociations sur le programme à mettre en oeuvre comme sur les places réservées aux uns et aux autres. Les Grünen obtiennent des places importantes, avec un grand ministère de l'économie, de l'énergie et du climat, les affaires étrangères, la famille et la culture, le FDP occupe le ministère des transports, et surtout celui des finances, d'où il compte bien imposer le retour à l'équilibre des comptes dès 2023. À peine un mois plus tard, la mise en service du gazoduc Nord Stream 2 oppose le SPD aux ministres DG et FDP.

Le FDP était déjà partisan d'un alignement sur la demande de l'impérialisme américain que l'Allemagne choisisse son gaz de schiste plutôt que le gaz sibérien. Quant aux DG, le refus du deuxième gazoduc russe tenait alors plutôt d'un mélange entre la croyance, car il n'y a guère d'autre mot, que le développement accéléré des énergies renouvelables allait permettre de couvrir les besoins à la place du gaz russe et la volonté de redonner à l'Ukraine une place centrale dans le transit du gaz russe vers l'Europe, que Nord Stream 2 permettait à l'impérialisme russe de contourner en partie. Cette question de l'approvisionnement énergétique reste le talon d'Achille de l'impérialisme allemand. Merkel a décidé de renoncer au nucléaire après l'accident de Fukushima en 2011. Les

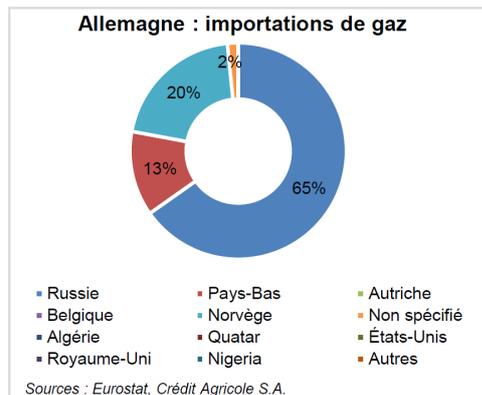
centrales à charbon ont donc tourné à plein régime. Or, malgré un développement très volontariste des énergies renouvelables en

Allemagne, il est évident, sauf pour le parti écologiste, que la stabilité et la continuité de la fourniture d'électricité ne peuvent être assurées par ce type d'énergie, tant que ne sont pas résolus de manière économiquement viable pour le capitalisme les problèmes de stockage ou de conversion de ces énergies intermittentes en énergie pérenne au moyen par exemple de la production d'hydrogène à grande échelle.

L'apport du gaz russe, déjà assuré par Nord Stream 1, devait donc nécessairement augmenter grâce à Nord Stream 2 pour permettre à l'Allemagne d'une part de cesser d'utiliser ses centrales à charbon, ce qui est bien le moins qui pouvait être fait au regard des engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'autre part de moins dépendre de ses achats d'électricité sur un marché européen de plus en plus tendu. Mais brûler du gaz dans une centrale émet du CO₂, de l'ordre de 440 grammes par kWh produit. Habeck, le ministre DG de l'économie, de l'énergie et du climat constate le 11 janvier dernier que les objectifs de baisse des émissions carbone ne sont pas tenus et que celles-ci repartent au contraire à la hausse. Dans une sorte de fuite en avant, il avertit que le gouvernement va imposer que 2 % du territoire soit réservé à l'implantation d'éoliennes terrestres, avec l'objectif que les énergies renouvelables couvrent 80 % des besoins d'ici huit ans. Or les besoins en électricité vont croissant, qu'il s'agisse de l'automobile, du numérique, de l'industrie, et devraient passer dans le même temps de 560 térawattheures par an à 750. Cela ressemble déjà à la quadrature du cercle.

De plus, la guerre en Ukraine oblige l'impérialisme allemand, sous la pression de l'impérialisme américain, mais aussi français, à renvoyer sine die l'ouverture de Nord Stream 2. Les pays les moins dépendants de la fourniture du gaz russe, parmi lesquels la France (19 % de son gaz proviennent de la Russie contre 65 % pour l'Allemagne), mènent la danse dans l'UE pour diminuer des deux tiers l'approvisionnement européen en gaz russe d'ici fin 2022. Plus vite dit que fait !

L'approvisionnement de l'Europe en énergie pour la production de chaleur, la mobilité, l'électricité et l'industrie ne peut pas être assuré autrement pour le moment. (Olaf Scholz, Communiqué, 11 mars)



L'impérialisme allemand n'entend pas se voir imposer un calendrier qui le laisserait particulièrement vulnérable : A l'issue du sommet européen des 10 et 11 mars à Versailles, on ne parle plus que de faire des plans en tenant compte de la situation particulière de chaque pays. Quant aux ministres Verts, pourtant jusque-là farouches partisans de renoncer au gaz russe, un virage sur l'aile s'impose :

Ça ne sert à rien si dans trois semaines on découvre que nous n'avons plus que quelques jours d'électricité en Allemagne et qu'il faut donc revenir sur ces sanctions. (Annalena Baerbock, ministre des affaires étrangères, ARD, 13 mars)

Et voilà que, tout en lançant la construction de terminaux pour réceptionner et traiter le gaz liquéfié américain, le ministre « écologiste » de l'économie, de l'énergie et du climat envisage qu'à « court terme, il se peut que, par précaution et afin de se préparer au pire, nous devions garder les centrales à charbon en veille et peut-être même les laisser fonctionner » et même de retarder leur fermeture complète prévue pour 2030.

Le pas décisif du militarisme

Dans le domaine militaire, l'État impérialiste allemand opère un tournant majeur. Le 26 mars, deux jours après le début de l'invasion russe en Ukraine, le gouvernement allemand décide de livrer des armes létales à l'Ukraine.

Le 27 février, Scholz déclare « *il est clair que nous devons investir beaucoup plus dans la sécurité de notre pays, afin de protéger notre liberté et notre démocratie* », annonce une enveloppe d'urgence de 100 milliards d'euros pour l'armée (en sus des 50 milliards d'euros déjà dépensés annuellement) et indique qu'il augmentera le budget de la défense d'année en année pour atteindre plus de 2 % du PIB. Pour DG, Berlin vaut bien une messe et son pacifisme est prestement rangé au rayon des accessoires.

Quand le monde change, la politique doit changer, l'Allemagne est en train de rompre avec une forme de retenue particulière et solitaire en matière de politique étrangère et de sécurité (Annalena Baerblock, Discours au Bundestag, 27 février)

Il est vrai que Die Grünen présentait de solides références avec Joschka Fischer, ancien ministre des affaires étrangères de Schröder, qui fut un des principaux artisans des bombardements de la Serbie par les armées de l'OTAN, dont l'Allemagne, en 1999.

L'impérialisme français se réjouit : n'y-a-t-il pas là enfin l'opportunité d'avancer ses pions pour une défense européenne autonome, dont ses industries d'armement, notamment dans l'aviation, pourraient profiter, et qui lui redonnerait une marge de manoeuvre ? La décision de l'État allemand annoncée le 14 mars d'acquérir 35 avions de combat américains F35 pour remplacer les

appareils vieillissants de la Bundeswehr vient singulièrement doucher cette attente et confirme le rôle prioritaire donné à l'OTAN par l'Allemagne.

Pourtant, Scholz ne ferme pas la porte au développement de projets d'armements européens. L'industrie allemande en effet se classe à la 4^e place des pays exportateurs d'armement dans le monde, derrière la France, la Russie et les États-Unis. Mais qu'il s'agisse de futurs avions de combat ou de chars conçus et produits par plusieurs pays européens, l'impérialisme allemand défendra sa place face à l'impérialisme français. Les démêlés incessants entre capitalistes français, allemands et espagnols dans la conception du futur avion de chasse européen SCAF, allant jusqu'à hypothéquer son avenir, montrent les limites de l'exercice.

Cette décision est historique car elle vise à mettre fin à la limitation de la puissance militaire issue de la seconde guerre mondiale et jusqu'ici volontairement intégrée par la bourgeoisie allemande comme une condition du développement de ses relations internationales. Souvent qualifiée, avec une certaine exagération, de géant économique, mais de nain politique, la bourgeoisie allemande, non pas suite à la mise en oeuvre d'un plan longuement mûri, mais plutôt en réaction à la pression des tensions inter-impérialistes, franchit un pas lourd de conséquences en affirmant sa volonté de retrouver tous les attributs d'une puissance impérialiste.

Pour un parti révolutionnaire en Allemagne

C'est au Parti social-démocrate, parti charnière du nouveau gouvernement allemand, qu'échoit la responsabilité de conduire au mieux des intérêts de la bourgeoisie allemande ce tournant décisif sur le dos des travailleurs. Le prolétariat allemand ne peut être que profondément désorienté politiquement, laissé sans perspective, tant par le rôle joué par le SPD que par l'impasse de son flanc gauche, le social-réformisme à la sauce de Die Linke. Les organisations se réclamant du trotskysme, en réalité profondément centristes, se comportant en opposition de sa majesté dans DL, aucune avant-garde, pour le moment, ne peut dans ces conditions se dégager sur un programme ouvrier révolutionnaire.

Pourtant, le prolétariat allemand est puissant par sa taille, avec des partis qui remportent plus de 30 % des suffrages et avec un taux de syndicalisation encore autour de 20 %, mais des appareils syndicaux très profondément intégrés à la bourgeoisie par le biais du système de cogestion des entreprises. Le durcissement des tensions internationales va nécessairement entraîner des répercussions défavorables à la classe ouvrière allemande, à la jeunesse, à toute une partie de la petite-bourgeoisie qui poseront avec plus encore d'acuité la nécessité d'une organisation révolutionnaire, pour un gouvernement ouvrier, pour un programme ouvrier, pour l'internationalisme, pour les États-Unis socialistes d'Europe.

19 mars 2022

Histoire du Parti communiste chinois (3) : 1927-1931

Chaque année, le président chinois participe à la grande messe du capitalisme mondial à Davos.

L'année dernière, le Parti communiste chinois (PCC) a célébré le 100^e anniversaire de sa fondation. Au cours d'un siècle de lutte tenace, le PCC a rallié et conduit le peuple chinois à accomplir des réalisations remarquables pour le progrès de la nation et l'amélioration de la vie des gens. (Xi Jinping, Discours au Forum économique mondial, 17 janvier 2022)

Il rassure aussitôt les grands capitalistes présents : « *la Chine mettra en place un système de marché unifié, ouvert, compétitif et ordonné* ».

Avant de devenir le parti unique de la bourgeoisie (1992), l'appellation « PCC » avait déjà recouvert des réalités très différentes : la couverture politique d'une bureaucratie privilégiée et nationaliste d'un État ouvrier dégénéré (1951), un parti stalinien à base paysanne (1929), un parti prolétarien, révolutionnaire et internationaliste (1922).

En 1923, au nom du front uni antiimpérialiste, la direction de l'Internationale communiste (Zinoviev et Staline) fait entrer le jeune parti communiste dans le Guomindang (GMD), le principal parti de la bourgeoisie chinoise [voir *Révolution Communiste* n° 46]. En 1927, cette politique opportuniste conduit à une sanglante défaite à Shanghaï quand le chef du GMD Jiang Jieshi (Tchang Kaï-chek, 1887-1975) mate l'insurrection et massacre les militants ouvriers [voir *Révolution communiste* n° 47].

1927 : une opposition de gauche chinoise en Russie

L'Internationale communiste (IC), s'appuyant sur les moyens de l'État ouvrier, crée à Moscou en 1921 une « Université communiste des travailleurs d'Orient » pour former des révolutionnaires de Chine, du Japon, du Vietnam... puis une « Université Sun Zhongshan [Sun Yat-sen] » dédiée aux seuls Chinois. En 1925, la première est aux mains de Boris Choumoastky, un représentant de la bureaucratie montante et du bloc Boukharine-Staline qui contrôle l'IC. Par contre, la seconde est animée par Karl Radek qui s'est rallié à l'Opposition de gauche du PCR (1923-1924) puis à l'Opposition unifiée animée par Zinoviev, Trotsky et Kroupskaïa (1926-1927).

Des dizaines d'élèves comprennent ce qui s'est passé en Chine et rallient l'Opposition unifiée russe. Ils sont accusés d'être liés à « l'aile droite du Guomindang », sont exclus du PCC, puis envoyés en Sibérie, en Azerbaïdjan ou refoulés en Chine. Certains y retournent volontairement. D'autres, sous la menace, se rétractent, comme Zinoviev et Kamenev.



Mao Zedong, membre du comité central du Guomindang en mars 1927

La purge ne mit pas fin au trotskysme parmi les étudiants chinois de Moscou... Leur expérience en Chine explique l'énorme attirance pour la critique de Staline par Trotsky. (Gregor Benton, China's Urban Revolutionaries, Humanities Press, 1996, p. 22)

1928 : après la défaite, Staline et Boukharine incriminent Chen Duxiu

Pour dissimuler sa responsabilité dans l'échec, la direction de l'IC (Boukharine et Staline), qui refusait les soviets quand ils étaient à l'ordre du jour, les proclame à rebours de la situation et exige du PCC une insurrection alors qu'il se retrouve isolé des masses [voir *Révolution Communiste* n° 47]. Elle débouche sur un nouveau massacre à Canton, en décembre 1927. La classe ouvrière est écrasée, le mouvement paysan reflue. Soumis à la terreur, les révolutionnaires survivants se cachent dans les villes, s'exilent en URSS ou se réfugient dans les campagnes.

Le 6^e congrès du PCC se tient à Moscou en juin et juillet 1928, à la veille du 6^e congrès de l'IC. Il rassemble 84 délégués encadrés par Boukharine en personne. Il fait porter le poids des erreurs de la direction de l'IC et du parti russe bureaucraté à Chen Duxiu.

La cause principale de l'échec de la révolution est due à la politique opportuniste du bureau politique du Parti communiste. (« Résolution politique », citée par Jacques Guillermaz, Histoire du Parti communiste chinois, Payot, 1975, t. 1, p. 177)

La direction est remaniée. Chen est écarté. Le secrétaire général est désormais Xiang Zhongfa. Le bureau politique comprend Xiang, Zhou Enlai, Su Zhaozheng, Xiang Ying, Qu Qiubai, Zhang Guotao et Cai Hesen. Mais Qu Qiubai, à qui est attribué l'échec de la contre-offensive gauchiste, est marginalisé. Mao Zedong (Mao Tsé-toung, 1893-1976), qui ne participe pas au congrès, est renommé au comité central.

1928 : le PCC commence à miser sur la guérilla paysanne

Malgré la contre-révolution, la taille du pays permet de trouver refuge loin des métropoles contrôlées par le Guomindang et les puissances impérialistes.

*Lorsque le mouvement prolétarien avait été battu, la révolte paysanne s'était retrouvée livrée à elle-même, des milliers de responsables étant morts, victimes de la terreur qui s'était abattue sur les campagnes... Des bandes dispersées gagnaient le maquis, prêtes à se joindre aux bataillons et régiments du Guomindang qui s'étaient mutinés et avaient trouvé refuge dans les montagnes. Fuyant les villes où ils étaient traqués, des communistes, quelques ouvriers et beaucoup d'intellectuels gagnèrent la campagne pour se mettre à la tête de ces bandes de partisans. De la fusion de tous ces éléments, devaient surgir en 1928 des « armées rouges ». (Harold Isaacs, *La Tragédie de la révolution chinoise*, 1938-1961, Gallimard, p. 380-381)*

Le 6^e congrès maintient la possibilité d'« établir le pouvoir des soviets » et avalise la guérilla.

*Le parti doit diriger activement la guérilla, qui sera le principal instrument de la lutte. (« Résolution sur la paysannerie », dans Tony Saich et Benjamin Yang, *The Rise to Power of the Chinese Communist Party*, Routledge, 2015, p. 369)*

Si quelques cellules survivent en ville, le parti stalinisé se consacre de plus en plus aux campagnes. Mao émerge dans ce contexte.

*Le premier noyau dans les montagnes avec à la tête Mao Zedong et Zhu De compte 10 000 hommes avec peut-être 12 000 fusils, terriblement isolés des paysans, apathiques ou hostiles. En janvier 1929, ils déménagent à quelques milliers d'hommes, mal armés, affamés, mourant de froid. Ils sont un peu plus de 2 000 à s'installer dans le Jiangxi, au sud, où ils s'intitulent « district soviétique central ». (Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste*, Fayard, 1997, p. 476)*

Partout où ils passent, Mao et Zhu entreprennent une réforme agraire qui ne fait pas l'unanimité dans le PCC. Ils prennent pour cible non seulement les propriétaires terriens mais aussi les paysans prospères, même quand ils ne sont pas exploités. Ils misent particulièrement sur les éléments déclassés et les bandits. Outre le pillage, ils trafiquent l'opium pour se financer.

*Ils étaient incapables d'établir une base permanente. (Alexander Pantsov & Steven Levine, *Mao, the Real Story*, 2007, Simon and Schuster, p. 221)*

Telle est la base sociale de la tactique militaire que Mao systématisait dans une réponse au comité central qui leur demandait de se disperser.

*Disperser les forces pour soulever les masses, concentrer les forces pour faire face à l'ennemi. L'ennemi avance, nous reculons ; l'ennemi s'immobilise, nous le harcelons ; l'ennemi s'épuise, nous le frappons ; l'ennemi recule, nous le pourchassons. (Mao Zedong, « Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine », 5 janvier 1930, *Œuvres choisies*, ELE, t. 1, p. 137)*

1928 : l'Opposition de gauche de l'IC et la question chinoise

Déporté au Kazakhstan, Trotsky dresse le bilan de la bureaucratization de l'URSS sous l'égide de Staline et des erreurs de l'Internationale communiste qui en découlent. Il rédige « Critique du projet de programme » (juin 1928), « Bilan et perspectives de la révolution chinoise » (juillet 1928), « Lettre au 6^e congrès de l'IC » (juillet 1928) « Qui dirige l'Internationale communiste ? » (septembre 1928), rassemblés en 1929 sous le titre *L'Internationale communiste après Lénine*.

Le 6^e congrès de l'Internationale communiste se tient durant 6 semaines, de juillet à septembre 1928. Boukharine est encore secrétaire général de l'IC, alors que les tensions grandissent en URSS entre le centre qui s'inquiète de la montée des forces sociales pro-capitalistes et la droite qui mise plus que jamais sur les mécanismes de marché. Rapports, thèses, résolutions sont adoptés à l'unanimité, ce qui contraste avec les 4 premiers congrès (1919, 1920, 1921, 1922) du vivant de Lénine.

Expulsé en Turquie en 1929, Trotsky édite le *Bulleten' oppositsii*. Il tente de rassembler les bolcheviks-léninistes des différents partis communistes. À cet égard, la révolution et la contre-révolution chinoise délimitent l'Opposition de gauche internationale du centre de l'IC (Staline) et de sa droite (Boukharine).

*Les trois critères sont la politique du comité syndical anglo-russe, le cours suivi dans la révolution chinoise et la politique économique en URSS en liaison avec la théorie du socialisme dans un seul pays. (Damien Durand, « Opposants à Staline », *Cahiers Léon Trotsky* n° 32, décembre 1987)*

L'OGI tire une leçon décisive, oubliée par les révisionnistes pablistes, morénistes, grantistes ou lambertistes qui, tout en se drapant dans le « trotskysme », sont entrés dans des partis bourgeois (FLN algérien, PJ argentin, PRD mexicain, ANC sud-africain, etc.).

*Jamais, dans aucune circonstance, le parti du prolétariat ne peut entrer dans le parti d'une autre classe. Un parti du prolétariat absolument indépendant est la condition première et déterminante d'une politique communiste. (Léon Trotsky, « La situation politique en Chine et les tâches de l'opposition bolchevik-léniniste », juin 1929, *On China*, Monad, p. 403)*

Peu après le congrès de l'IC, Staline s'engage brusquement dans l'industrialisation (que l'aile gauche du parti

demandait en vain depuis 1923) et dans la collectivisation forcée de l'agriculture (que personne ne préconisait). Cela conduit à la rupture du centre stalinien avec l'aile droite incarnée par Boukharine. L'URSS devient totalitaire. L'IC s'engage, sans congrès, en 1929, dans un cours apparemment gauchiste qui cessera en 1934.

1929 : la structuration de l'opposition de gauche en Chine

Plus d'une fois, des dirigeants du Parti communiste chinois avaient tenté de résister aux émissaires de l'IC qui les subordonnaient au parti nationaliste bourgeois Guomindang qui s'est retourné en 1927 contre le prolétariat des villes. Mais il leur manquait la théorie et l'assurance, face à ceux qui se présentaient comme les représentants du Parti bolchevik, car la distance et la différence des langues les isolaient du combat des authentiques bolcheviks-léninistes d'URSS.

L'appareil stalinien dirige le PCC à partir d'août 1927. L'ancien secrétaire général du PCC, Chen Duxiu, trop indépendant, sert de bouc émissaire à Boukharine et Staline pour la défaite. Peng Shuzhi, qui a séjourné à Moscou de 1922 à 1924, se joint à Chen pour demander en août 1929 l'ouverture d'une discussion. Des jeunes communistes de retour d'URSS leur apportent « Bilan et perspective de la révolution chinoise » (juillet 1928) et « La question chinoise après le 6^e congrès mondial » (octobre 1928).

Sachant que l'organisateur de l'insurrection d'octobre et fondateur de l'Armée rouge était du même avis que lui, Chen affirme sa position. Avec Peng, il organise une opposition de gauche au sein du parti (la fraction Proletariat) et recrute rapidement des travailleurs et des cadres. En septembre 1929, une conférence du PCC les exclut. Chen Duxiu bouscule la direction stalinienne appelant les militants à se « ranger résolument au côté de l'Opposition internationale dirigée par le camarade Trotsky » (« Lettre à tous les membres du PCC », 10 décembre 1929). Staline, comprenant le danger, fait arrêter en février 1930 plusieurs dizaines de militants chinois de Moscou, qui sont interrogés jour et nuit.

*L'Opposition de gauche chinoise en territoire soviétique avait disparu, partageant le sort des bolcheviks-léninistes russes. [La Guépéou] en envoya 29 en déportation ou camp de concentration, 5 en usine à Moscou, le reste étant expulsé d'URSS... Certains anciens dirigeants de l'organisation trotskyste, dont Lu Yeh-shen and Fu Hsueh-li, envoyés travailler dans les entreprises, se rassemblèrent avec d'autres partageant leur orientation et, au début de 1931, se préparèrent à relancer l'Opposition de gauche. En mai, ils furent arrêtés avec 17 autres opposants et emprisonnés par la Guépéou. (Alexander Pantsov, « The Chinese Trotskyists in Soviet Russia », *Marxist Monthly*, vol. 5, n° 11, février 1995)*

De générations différentes ou éloignés par la géographie, 4 groupes se réclament de l'Opposition de gauche internationale et du redressement du parti chinois : la fraction Proletariat, les groupes Notre parole, Octobre et Militant.

La rancœur envers Chen Duxiu, des divergences politiques enveniment leurs rapports. Plus d'un communiste internationaliste chinois saisit mal l'opportunité ~~de certains~~ du mot d'ordre d'assemblée nationale ou constituante, indispensable tactiquement à cause de la contre-révolution, de la faiblesse de l'avant-garde prolétarienne et de l'absence de libertés démocratiques.

*On ne pourra commencer la création de soviets ouvriers qu'à l'occasion d'une vague révolutionnaire dans les villes. Entretemps, nous pouvons la préparer. Et se préparer veut dire rassembler les forces. Aujourd'hui nous ne pouvons le faire que sous des mots d'ordre démocratiques révolutionnaires conséquents et hardis. En même temps nous devons expliquer aux éléments avancés de la classe ouvrière que l'assemblée nationale n'est qu'une étape sur la voie révolutionnaire. Notre perspective est la dictature du prolétariat sous la forme soviétique. (Léon Trotsky, « Manifeste aux communistes chinois et du monde entier », septembre 1930, *On China*, Monad, 1976, p. 484)*

Sous la pression de la Ligue communiste internationale (l'organisation internationale des opposants de gauche de l'IC) et de Trotsky, une conférence d'unification se tient le 1^{er} mai 1931 à Shanghai. 17 délégués représentant 438 militants fondent la Ligue communiste avec pour organe *L'Étincelle*. La LC tire les leçons de la défaite et relève le drapeau du communisme internationaliste en pleine contre-révolution. Malgré l'habitude de la clandestinité, quelques semaines plus tard, une dénonciation permet au Guomindang de rafler plusieurs cadres qui seront fusillés ou emprisonnés. Chen Duxiu et Peng Shuzhi sont, eux, arrêtés le 15 octobre 1932. Un temps menacé de mort, ils sont condamnés à 8 ans de prison grâce à une campagne internationale à laquelle s'associe Albert Einstein. Comme de nombreux prisonniers politiques, ils seront libérés lors de l'invasion japonaise en 1937.

1930 : le cours aventuriste du parti stalinisé

De retour en Chine en septembre 1928, Xiang Zhongfa élimine Cai Hesen du bureau politique et le remplace par Li Lisan. À Moscou, Staline lance en avril 1929 l'offensive contre la fraction de droite (Boukharine, qui se garde de faire appel à la classe ouvrière. De Moscou, Pavel Mif ordonne en juin 1929 la « dékoulakisation » de la politique agraire du PCC. En juillet 1929, Staline chasse Boukharine de la direction de l'IC et décrète la « troisième pé-



Chen Duxiu

riode » : montée tempétueuse des masses, caractérisation des partis sociaux-démocrates comme fascistes, abandon du « front unique par en haut », création de « syndicats rouges »...

En Chine, Xiang et Li s'alignent. La 2^e session du comité central qui se réunit en juillet soutient que le prolétariat des villes s'éveille.

Cela ne suffit pas à la direction stalinienne de l'IC qui prétend en octobre 1929 que « *la gigantesque vague du mouvement révolutionnaire va grandir dans tout le pays* » (cité par Isaacs, *La Tragédie de la révolution chinoise*, p. 384). Le 11 juin 1929, Li Lisan et Xiang Zhongfa font adopter au comité central une résolution délicate.

La guerre d'agression contre l'Union soviétique constitue le principal danger du moment... La Chine est l'anneau le plus faible dans la chaîne de l'impérialisme mondial, c'est là que le volcan de la révolution mondiale a le plus de chances de faire éruption. (« La nouvelle vague révolutionnaire et la victoire préalable dans une ou plusieurs provinces », citée par Jacques Guillermez, *Histoire du parti communiste chinois*, t. 1, Payot, 1973, p. 198)

Le 23 juillet 1930, l'IC appelle à « *renverser le pouvoir des propriétaires fonciers et des bourgeois, établir une dictature des ouvriers et des paysans* » (cité par Isaacs, p. 387). La direction du PCC, financée généreusement par l'URSS, lance une offensive prématurée à la fin du mois.

La grande offensive à l'échelle de plusieurs provinces devait échouer misérablement. Le seul succès fut obtenu à Changsha dont Peng Dehuai s'empara le 27 juillet sans grand mal... Il s'y maintiendra une dizaine de jours en face d'une population entièrement réservée sinon hostile. Le gouverneur du Hunan l'en chassa sans difficulté... Une sanglante épuration ruina pour toujours l'appareil clandestin du parti dans la capitale du Hunan. (p. 198)

1930 : « l'incident de Futian »

Après l'échec, Mao Zedong et Zhu De font face à une opposition à leur politique agraire, « *la complète extermination des koulaks* », en fait l'assassinat des paysans travailleurs capables de vendre leurs récoltes.

Les dirigeants communiste issus du Jiangxi demandaient que la saisie des terres fût bornée aux propriétaires fonciers et que le partage se fit en fonction du nombre de travailleurs de la famille et non des bouches à nourrir. (Alexander Pantsov & Steven Levine, *Mao, the Real Story*, 2007, Simon and Schuster, p. 239)

En octobre 1930, Mao fait arrêter mille soldats du Jiangxi et torturer systématiquement les cadres.

Ne tuez pas trop vite les chefs importants mais tirez-en le maximum de renseignements. (cité par Philip Short, *Mao Tsé-Toung*, 1999, Fayard, 2005, p. 242)

Il assiste lui-même à des interrogatoires. Sous les sévices, les communistes du Jiangxi avouent être membres de l'organisation secrète AB du Guomindang. Une cinquantaine sont liquidés dans des conditions particulièrement atroces (Alexander Pantsov & Steven Levine, p. 242). Mao minimisera plus tard cet événement sous le vocable « incident de Futian ».

Le comité central, saisi, envoie Ren Bishi et Wang Jiaxiang qui couvrent ces agissements ignobles. Mao bénéficie de ce que sa ligne coïncide avec les consignes anti-koulaks de Staline. Il peut ainsi poursuivre l'extermination de ses opposants du Jiangxi.

1931 : le PCC est définitivement coupé du prolétariat urbain

L'envoyé de l'IC Mif et son adjoint Wang Ming arrivent en Chine en novembre 1930. Début janvier 1931, Mif fait réunir le comité central sous la pression de la Tewu (la police politique du parti) dirigée par Gu Shunzang, issu de la mafia de Shanghai. Le comité central présidé par Mif destitue Li qui porte le chapeau pour l'échec de l'été précédent.

Au moment où la vague révolutionnaire s'élevait, la direction du Parti communiste chinois, dans laquelle la ligne du camarade Li Lisan dominait, suivait, en dépit des instructions de la Comintern, une aventureuse politique putschiste contraire à celle de l'Internationale communiste. (« Résolution », 7 janvier 1931, citée par Jacques Guillermez, *Histoire du parti communiste chinois*, t. 1, Payot, 1973, p. 204)

Li est accusé d'avoir « *permis aux partisans de Trotsky de redevenir plus actifs* » (p. 205). Sans congrès, Mif remodèle les organes dirigeants du PCC, introduisant une nouvelle équipe formée à Moscou (Wang Ming et « les 28 bolcheviks »). Li est envoyé à Moscou pour se faire « rééduquer ». Xiang est marginalisé.

Gu, capturé par le Guomindang en avril 1931, livre à la police spéciale tout ce qu'il sait. Gu Shunzang fait allégeance aux services des espions nationalistes. Dans les heures qui suivent, des ralles indiquent qu'il a livré tout ce qu'il savait sur l'appareil clandestin du PC. Au surplus, il accepte de diriger une section spéciale anticommuniste. (Roger Faligot, *Les Services secrets chinois*, Nouveau monde, 2010, p. 63)

Sur ordre de Zhou Enlai, sa famille est exécutée en représailles par les sbires de la Tewu, dirigée par Kang Shen.

Kang Sheng étend son royaume... Avec le feu vert de Zhou Enlai, toute la famille de Gu est enterrée vivante. (p. 65)

Des centaines de militants (dont Xiang) sont arrêtés, torturés et exécutés par le Guomindang. Les dirigeants citadins survivants se réfugient dans les zones « rouges » contrôlées par la guérilla. L'invasion de la Mandchourie par l'impérialisme japonais va rebattre les cartes.

(à suivre)